

**PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLES AU CONGO
(PRODIVAC)**

CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

SIGLES ET ACRONYMES

BAD	: Banque Africaine de Développement
CGES	: Cadre de Gestion Environnemental et Social
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DDA	: Direction Départementale de l'Agriculture
DDE	: Direction Départementale de l'Environnement
DGE	: Direction Générale de l'Environnement
DGDD	: Direction Générale du Développement durable
ESE	: Expert Sauvegardes Environnementales
ESS	: Expert Sauvegardes Sociales
EIES	: Étude d'impact environnemental et social
IEC	: Information Éducation et Communication
HIMO	: Haute intensité de main d'œuvre
CDTA	: Centre de Démonstration des Techniques Agricoles
CVA	: Chaines de Valeur Agricole
DSP	: Document de Stratégie Pays
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IF	: Institutions financières
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MEFDDE	: Ministère de l'Économie Forestière et du Développement Durable et de l'Environnement
MPMEA	: Micro, Petites et Moyennes Entreprises Agricoles
PACIGOF	: Projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance forestière
PADEC	: Projet d'appui à la Diversification de l'Economie
PADEF	: Programme d'Appui au Développement des Filières agricoles
PDAC	: Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale
PGES	: Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PCGES	: Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PGPP	: Plan de Gestion des Pestes et des Pesticides
PNAE	: Plan National d'Action pour l'Environnement
PND	: Plan National de Développement
SO	: Système Opérationnel
SGES	: Système de Gestion Environnemental et Social
REDD+	: Réduction des Émissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts

TABLE DES MATIERES

Table des matières

I.INTRODUCTION.....	5
1.1 Contexte.....	5
1.2 Objectif du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).....	5
1.3 Methodologie.....	5
1.4 Structuration du rapport.....	5
II. DESCRIPTION ET ETENDUE DU PROJET.....	7
2.1 Justification du Projet.....	7
2.2 Zone d'intervention du Projet.....	7
2.3 Milieu physique.....	8
2.4 Contexte Climatique.....	9
III. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DANS LA ZONE D'INTERVENTION DU PROJET.....	14
3.1 Profil biophysique et socio-économique de la zone	11
3.2 Défis environnementaux et socio-économiques en rapport avec le projet	11
3.3 Impacts génériques du Projet	12
IV. CADRE LEGAL ET JURIDIQUE DU PROJET	18
4.1 Cadre Politique et réglementaire de la gestion environnementale et sociale au Congo	15
4.2 Accords internationaux ratifiés par le Congo dans le domaine de l'environnement.....	18
4.3 Politiques de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque Africaine.....	18
4.4 Cohérence entre les Politiques de sauvegardes et les dispositions nationales pertinentes...	21
V. PLAN DE CADRE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET	28
5.1 Mesures génériques de gestion environnementale et sociale des sous-projets	24
5.2 Procédure d'analyse et de trl des sous-projets	25
5.3 Clauses contractuelles environnementales et sociales	27
5.4 Mécanismes/procédures spécifiques au projet.....	27
VI. cadre institutionnel de mise en œuvre du PCGES	35
6.1 Dispositions d'exécution du projet	31
6.2 Rôles et responsabilité dans la mise en œuvre du CGES au Projet	32
6.3 Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale des acteurs clés	33
6.4 Indicateurs de performance environnementale et sociale	33
VII. CALENDRIER ET BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PCGES	39
7.1 Echéancier de mise en œuvre du PCGES	35

7.2 Budget de mise en œuvre du PGES	35
VIII. Consultations publiques.....	41
8.1 Objectif	37
8.2 Méthodologie	37
8.3 Points discutés.....	37
8.4 Synthèse des consultations des populations locales	37
8.5 Synthèse des rencontres institutionnelles	38
8.6 Intégration des recommandations dans le CGES	41
CONCLUSIONS	41
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUE.....	46
IX. ANNEXES.....	47

LISTE DES TABLEAUX ET CARTES

Tableau 1 : données administratives de la zone du projet	7
Tableau 2 : synthèse du profil biophysique et socio-économique de la zone	11
Tableau 3 : synthèse des impacts génériques du projet	13
Tableau 4 : Récapitulatif des Conventions Internationales applicables au projet.....	19
Tableau 5 : Analyse comparative des politiques de sauvegarde et dispositions nationales.....	22
Tableau 6 : mesures génériques de gestion environnementale et sociale du PRODIVAC.....	24
Tableau 7 : Hiérarchisation des zones d'intervention selon les enjeux environnementaux	28
Tableau 8 : Acteurs et Responsabilités dans la gestion environnementale et sociale du projet....	32
Tableau 9: Synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du projet.....	33
Tableau 10 : Calendrier de mise en œuvre du PCGES	35
Tableau 11 : cout du PCGES.....	36
Cartes 1 : Provinces du Congo.....	8
Carte 2 : zones de conservation de la biodiversité au Congo.....	8

I. INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le Gouvernement de la République du Congo, avec le soutien financier et technique de la Banque Africaine de Développement souhaite mettre en œuvre le Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo (PRODIVAC). Le projet se fonde sur les orientations du Document de stratégie pays (DSP) de la Banque au Congo, approuvé en décembre 2018 ainsi que sur celles du Plan National de Développement 2018-2022 du Gouvernement qui privilégient la diversification économique à travers notamment le développement de l'agriculture et la promotion des chaines de valeurs agro-industrielles.

Le PRODIVAC a pour objectif, de promouvoir une agriculture compétitive et résiliente à travers le développement des chaines de valeur agro-alimentaires au Congo. Il appuiera trois filières (manioc, maïs, pisciculture et aviculture) dans les bassins de production des départements des Plateaux, Pool et Bouenza et couvrira aussi les corridors des centres de commercialisation de Brazzaville et Pointe-Noire. Le PRODIVAC interviendra à travers trois composantes techniques : (i) Composante 1 : Développement et promotion de l'entrepreneuriat agricole ; (ii) Composante 2 : Développement des investissements durables et résilients comprenant trois sous-composantes dont la Sous-composante Développement d'infrastructures structurantes ; (iii) Composante 3 : Appui institutionnel et dialogue politique ; (iv) la Composante 4 : Coordination du projet.

Les activités à exécuter sont susceptibles d'être sources d'impacts négatifs sur l'environnement. Il s'agit notamment de la réalisation d'infrastructures structurantes de désenclavement des bassins de production et leur accès à l'eau et à l'assainissement.

De ce fait, le projet pourra déclencher la Sauvegarde Opérationnelle SO.01 – Evaluation environnementale et sociale. Les techniques agricoles proposées respecteront les standards REDD+ et adopteront des approches résilientes aux changements climatiques. Aussi compte tenu de l'utilisation probable des pesticides sur les exploitations agricoles réduites des ménages, il est proposé des mesures de prise en compte de la gestion des pesticides dans le CGES car l'objectif premier du projet n'est pas d'investir dans la production agricole. Il n'est pas prévu d'acquisition des terres et des réinstallations involontaires dans le cadre du projet ni d'impacts sur les conditions de vie et d'intégration des populations autochtones.

C'est dans ce contexte que le présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est élaboré conformément aux politiques opérationnelles et procédures de la Banque Africaine de Développement, notamment du SSI et de la SO1 sur l'Evaluation Environnementale et au cadre réglementaire de la République du Congo.

1.2 Objectif du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)

L'élaboration du CGES permet d'identifier les impacts et risques associés aux différentes interventions pendant la mise en œuvre du Projet PRODIVAC et de définir les procédures et les mesures d'atténuation et de gestion qui devront être mises en œuvre en cours d'exécution du projet. Le projet étant de la catégorie 2, le CGES est conçu comme un guide à l'élaboration des Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES) des investissements dont le nombre, les sites et les caractéristiques environnementales et sociales restent encore inconnus. En outre, le CGES définit le cadre de suivi et de surveillance ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre des composantes du projet et la réalisation des activités pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux défavorables, les supprimer ou les réduire à des niveaux acceptables.

1.3 Méthodologie

Dans le cadre de l'élaboration du présent CGES, le Consultant a adopté une approche méthodologique basée sur le concept d'une approche participative, en concertation avec l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le Projet PRODIVAC dans la zone d'intervention du projet.

La démarche participative a permis d'intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différents acteurs. Pour ce faire, l'étude, a adopté l'approche suivante :

- une analyse des textes légaux régissant la gestion de l'Environnement en République du Congo ;
- une revue des politiques de sauvegarde environnementale et sociale établies par la BAD et notamment celles déclenchées par le projet;
- une appropriation des composantes du Projet et de ses activités potentielles sur base des visites de sites et des entretiens à l'aide de questionnaires, des guides d'entretien avec les bénéficiaires, les responsables locaux et les personnes ressources dans les trois zones d'intervention du projet qui Plateaux, Pool et Bouanza.

De façon spécifique, la démarche utilisée pour l'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale comprend trois (03) principales étapes :

- *recherche et analyse documentaire* : elle a permis de collecter les informations disponibles au niveau de la documentation et portant sur la description du projet, la description des cadres physique et socio-économique de la zone d'intervention du projet, le cadre juridique et institutionnel relatif à l'évaluation environnementale et sociale en République du Congo ainsi que la consultation d'autres documents utiles à la réalisation de l'étude.
- *Visites de sites potentiels* : ces visites ont permis d'apprécier l'état actuel des sites potentiels sur les plans biophysique et humain et les possibles impacts négatifs que les travaux pourraient avoir sur les matrices de l'environnement et les communautés riveraines.
- *Consultations publiques* : Ces rencontres avec les populations potentiellement bénéficiaires, les acteurs institutionnels de la mise en œuvre du projet, les autorités locales et autres personnes ressources ont permis d'intégrer à la prise de décision, les préoccupations (impacts potentiels), les avis et les recommandations de ces différents acteurs en vue d'aligner le projet sur les attentes des bénéficiaires. Ces consultations organisées avec les communautés bénéficiaires du projet se sont révélées essentielles en ce sens qu'elles ont permis de compléter les informations issues de l'analyse bibliographique, de recueillir des données complémentaires et surtout de discuter des enjeux environnementaux et sociaux des activités du projet.

1.4 Structuration du rapport

Le présent rapport est organisé autour des principaux chapitres que sont:

- Introduction et objectifs de l'étude ;
- Description du projet ;
- Enjeux environnementaux et sociaux dans la zone d'intervention du projet ;
- Structure administrative du projet, gestion et mise en œuvre ;
- Approche d'analyse des risques et des Impacts et du screening environnementaux et sociaux potentiels ;
- Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale ;
- Activités de renforcement des capacités ;
- Conclusion et recommandations ;
- Annexes.

II. DESCRIPTION ET ETENDUE DU PROJET

2.1 Justification du Projet

Le secteur agricole en République du Congo est confronté à des nombreuses contraintes, y compris: (i) l'absence d'une structuration des chaînes de valeurs agricoles et de leurs acteurs; (ii) un faible investissement privé dans le secteur de la transformation des produits agricoles et l'absence des liens entre les acteurs des chaînes de valeur, (iii) un accès limité aux facteurs de production (semences améliorées, engrais, équipements, labour, conseil agricole, etc.); (iv) l'enclavement des bassins de production et le manque d'infrastructures de commercialisation; (v) un environnement réglementaire peu propice au développement d'un entrepreneuriat agricole; (vi) l'absence d'un appui approprié aux initiatives et innovations des jeunes; et (vii) un accès très difficile au financement agricole;.

Le nouveau Plan national de développement (PND 2018-2022) fait de l'agriculture l'un des principaux piliers de diversification, de croissance, de compétitivité, de création d'emplois durables et de réduction de la pauvreté. Le PND est décliné en Plan National de Développement Agricole (PNDA) guidé par le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN 2017-2021) dont le but est de promouvoir une croissance du secteur agricole et rural pour réduire rapidement et significativement la pauvreté, la faim, et améliorer les revenus agricoles et non agricoles.

Deux projets déjà sur place sont orientés vers le développement des chaînes de valeurs agricoles et la promotion de l'agriculture commerciale, le Projet de développement de l'agriculture commerciale (PDAC) et le Projet d'appui au développement des entreprises et la compétitivité (PADEC). Le PRODIVAC souhaite compléter les investissements de ces projets par: (i) une approche territoriale de développement d'un nombre limité des chaînes de valeurs agricoles dans un nombre restreint de bassins de production (Département du Pool, Plateaux, Bouenza et Brazzaville) et dans les pôles de consommation de Brazzaville et Pointe Noire; (ii) une complémentarité thématique, notamment en ce qui concerne l'accès au financement en partenariat avec les institutions financières; (iii) des synergies d'actions pour le financement des actions complémentaires pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, le développement institutionnel et l'amélioration de l'environnement des affaires; et (iv) la mise à l'échelle des bonnes pratiques et des innovations générées par des anciens et des projets en cours pour améliorer la compétitivité des produits agricoles, l'optimisation des opérations de commercialisation et la facilitation des partenariats commerciaux entre les petits producteurs et les opérateurs privés.

L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la diversification de l'économie au Congo. Son objectif de développement est de promouvoir une agriculture compétitive et résiliente à travers le développement intégré des chaînes de valeurs agro-alimentaires au Congo. Ses objectifs spécifiques sont (i) d'améliorer les performances des chaînes de valeur agricole; et (ii) d'améliorer l'environnement des affaires propice à la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles rentables.

En six ans, les interventions du PRODIVAC bénéficieront à environ 355 000 personnes dont 40% des femmes et 40% des jeunes dans les différents segments des chaînes de valeurs du manioc, maïs, aviculture et pisciculture. Il est attendu que le projet produira les résultats ci-après: (i) une augmentation d'au moins 40 pourcent des volumes commercialisés des filières ciblées; (ii) une réduction significative des pertes post-récoltes et de mortalité d'au moins 60 pourcent en moyenne; (iii) une augmentation du taux d'emplois des jeunes en agriculture et agro-business; (iv) au moins 400 petites et moyennes entreprises agricoles promues à travers un mécanisme de financement à coûts et risques partagés à vocation pérennes; (v) une augmentation du portefeuille de crédit agricole d'au moins 7,5 milliards d'encours en fin du projet; et (vi) une augmentation de plus de 70 pourcent en moyenne des rendements et des productions des filières ciblées.

Tableau 1 : Composantes, sous-composantes et activités du projet

Composante	Sous-composantes	Activités
1. Développement des compétences et de l'entrepreneuriat agricole	1.1. Professionnalisation des acteurs et développement des partenariats commerciaux.	(i) Structuration et professionnalisation de 400 organisations et plateformes des chaînes de valeur manioc, maïs, volaille et poissons; facilitation, montage financier et développement des 150 partenariats commerciaux, mise en place d'un système d'information sur les marchés, axé sur les nouvelles technologies;
	1.2. Développement des compétences et entrepreneuriat agricoles pour les jeunes.	(ii) développement des compétences et l'entrepreneuriat agricole pour 300 jeunes; mise en place et financement initial d'un fonds compétitif d'innovation et d'entrepreneuriat des jeunes ; accompagnement à la création et au développement des entreprises de 400 MPMEA ; accompagnement de 4 centres d'incubation ; équipement de centres de formation professionnelle; (iii) renforcement de l'autonomisation de 50.000 femmes, y compris la réduction de la pénibilité de leur travail dans la transformation, la commercialisation, la promotion des actions essentielles de nutrition et de la consommation d'aliments localement disponibles riches en fer pour les femmes, les adolescentes et les jeunes enfants (6 à 23 mois) ; (iv) mise en place d'un mécanisme financier adapté pour les chaînes de valeurs (refinancement, garantie)
	1.3 Renforcement de l'autonomisation économique des femmes	
	1.4. Accès au financement agricole	
2. Amélioration de la productivité et de la résilience	2.1 : Diffusion des innovations et des technologies climato-intelligentes	(i) Diffusion des technologies d'agriculture intelligente face au climat; (ii) développement de l'agroforesterie pour améliorer la fertilité des sols sur 15.000 ha; (iii) réhabilitation et le traitement des points critiques de 300km de pistes rurales, et appui à la mise en œuvre des plans d'affaires et de développement locaux à travers le financement de 100 sous projets sociaux économiques (eau potable, irrigation d'appoint, énergies renouvelables, etc.) portés par les acteurs à la base.
	2.2 : Promotion de l'agroforesterie	
	2.3. Développement d'infrastructures structurantes	
3. Développement institutionnel et dialogue public-privé	3.1. Renforcement des systèmes de recherche, de contrôle et d'appui conseil agricole	(i) Renforcement des capacités des institutions publiques de recherche et d'appui-conseil pour le développement de quatre filières semencières;
	3.2. Développement des connaissances	(ii) Renforcement des capacités du Ministère de l'agriculture, élevage et pêche pour la préparation, la gestion et la coordination des projets : réalisation de l'étude de faisabilité d'un pôle agro-industriel incluant un qualipole ; irrigation, électrification dans la Bouenza, appui à la gestion foncière avec la numérisation des terres agricole dans 4 départements ; développement d'une bibliothèque électronique du secteur agricole ; (iii) appui à la réalisation/mis à jour de 4 plans de développement local des départements prenant en compte les chaînes de valeurs; (iv) facilitation des dialogues politiques multi-acteurs pour la promotion d'un environnement propice à l'entrepreneuriat agricole (réformes nécessaires, dialogue public-privé, importations, réglementation, etc.); (v) Renforcement des capacités opérationnelles de 10 services techniques impliqués.
	3.3. Facilitation d'un environnement propice à l'entrepreneuriat agricole	
	3.4. Appui à la planification et au suivi des activités de développement au niveau et local	
4. Coordination et gestion du projet	Cette composante comprend les activités suivantes: (i) le pilotage et la gouvernance du projet, (ii) la planification, le suivi et évaluation; (iii) la communication et la gestion des connaissances ; et (iv) la sauvegarde environnementale et sociale.	

2.2 Zone d'intervention du Projet

La République du Congo est à cheval sur l'Équateur et compte 5 092 127 habitants sur 342 000 km², soit une densité moyenne de 14,9 habitants au km². Le pays fait frontière avec la République de Centrafrique et le Cameroun au Nord, le Gabon et l'Océan Atlantique à l'Ouest, la République Démocratique du Congo à l'Est et l'Angola au Sud. Le climat du Congo est du type équatorial dans sa partie Nord, subéquatorial au centre et tropical humide au Sud. Le pays est structuré sur le plan administratif en 10 Départements

(Likouala, Sangha, Cuvette Ouest, Cuvette Centre, Plateaux, Pool, Lékoumou, Bouenza, Niari et Kouilou) subdivisés en districts.

Le PRODIVAC a pour zone d'intervention les départements du Plateaux, du Pool et de la Bouenza, couvrant une superficie totale de 84 622 km² et ayant une population de 746 024 habitants, soit respectivement environ 15% de la population nationale et 25% de la superficie du territoire national. Comme indiqué dans le tableau ci-après, les trois départements totalisent 33 districts avec une densité moyenne de 8,8 habitants par km²

Tableau 2 : données administratives de la zone du projet

Département	Nombre districts	Population	Superficie km2	Densité hab/km2
Plateaux	11	174,591	38,400	4.5
Pool	12	236,593	33,955	7.0
Bouenza	10	334,840	12,267	27.3
Total	33	746,024	84,622	8.8

Le département de la Bouenza a la plus forte population et la plus forte densité et est suivi de celui du Pool. (CF carte de la zone du Projet).

Les trois départements présentent d'énormes potentialités pour l'agriculture, l'aviculture, et la pisciculture. Le Projet concentrera ses interventions quatre (4) filières notamment, (i) manioc (Chikwangué, cossettes/farine), (ii) aviculture (poulets de chair et œufs), (iii) maïs (alimentation animale, alimentation humaine), et (iv) pisciculture (poissons frais et poissons salés/fumés).

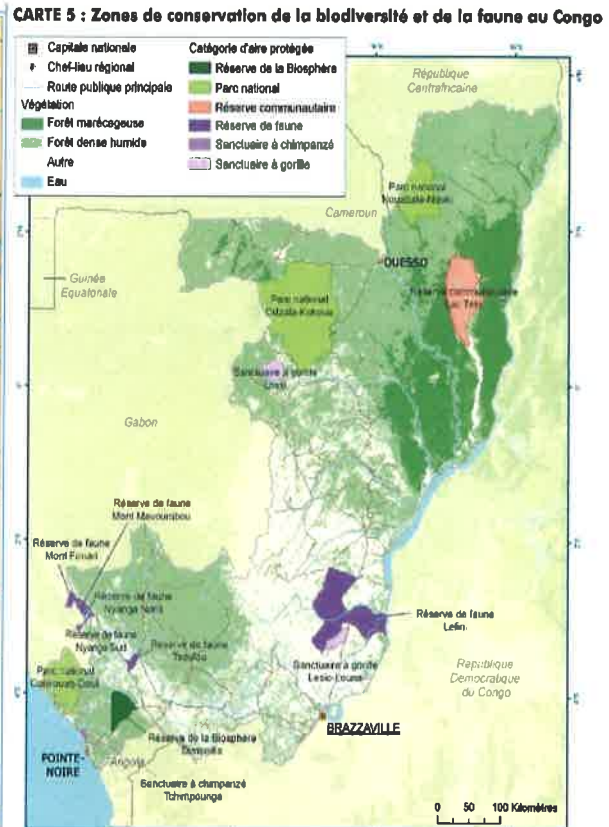
Le PRODIVAC cible les zones d'interventions suivantes :

- 14 districts pour le manioc dans les départements des *Plateaux* (Lekana, Ngo, et Gamboma), *Pool* (Ngabe, Ignè, Mindouli, Kindamba, Kinkala, et Boko, et *Bouenza* (Loundima, Tsiaki, Kingoue, Mouyondzi, et Mfouati),
- 11 districts pour le maïs dans les départements des *Plateaux* (Lekana, Mbon, Ngo, et Gamboma), *Pool* (Ngabe, Ignè, Mindouli, Kindamba, Boko et Louingui), et *Bouenza* (Loundima),
- 8 districts pour la pisciculture dans les départements de *Plateaux* (Lekana, et Djambala), *Pool* (Mindouli, Kinkala, Boko, Louingui) et *Bouenza* (Yamba et Mouyondzi), et
- 6 districts pour l'aviculture dans les départements des *Plateaux* (Djambala et Gamboma), *Pool* (Kinkala, Boko, et Louingui), et *Bouenza* (Loundima)

Cartes 1 : Provinces du Congo



Carte 2 : zones de conservation de la biodiversité au Congo



2.3 Milieu physique

La zone du projet a un climat de type Bas-Congolais (ou Soudano-guinéen), caractérisé par une saison sèche de 2 à 4 mois et une longue saison pluvieuse avec une pluviométrie moyenne variable de 1000 à 1300 mm dans le département de la Bouenza, à 1350 mm dans le Pool et 1400 à 2200 mm dans les Plateaux. Le relief de la zone est dominé du Nord au Sud par le Plateau sableux Batéké, le Plateau argilo-gréseux du Bouenzien, les collines calcaires de la vallée du Niari, et le Plateau des Cataractes avec leurs auréoles de collines et pitons calcaires.

La zone dispose d'un important réseau hydrographique, constitué du fleuve Congo avec ses affluents (Léfini, Djiri, Djoué, La Loufoulakari, Louenga, Madzia, Laoulou, Djouari, Loukouangou), le système Ndouo-Niari et ses affluents (Djoueke, Tonato, Louwolo, Loukouni, Lououvizi) et les petites rivières du Sud comme la Bouenza, la Kenké et Loudima.

Les sols de la zone sont constitués de : (i) les podzols occupant les zones planes au niveau des plateaux et des certaines vallées humides ; (ii) les sols ferrallitiques occupant d'importantes superficies dans les plateaux, les pentes de collines et en bordure du plateau des cataractes ; (iii) les sols hydromorphes dans les vallées marécageuses ou humides des cours d'eau ; (iv) les vertisols dans les zones basses mal drainées des vallées des cours d'eau ; et (v) les sols minéraux bruts, correspondant aux zones d'affleurement rocheux (calcaire ou grès) et aux affleurement de cuirasse.

Le couvert végétal est dominé par les formations suivantes : (i) la Savane sur d'énormes étendues, se subdivisant en savane herbeuse dans les plateaux sableux et sur les pitons calcaires, la savane arbustive des sols peu profonds et la savane arborée des alluvions argilo-sableux des vallées des cours d'eau ; (ii) La

Forêt composée d'îlots forestiers isolés des plateaux et des forêts de galerie des vallées et des pentes de collines.

2.4 Contexte climatique

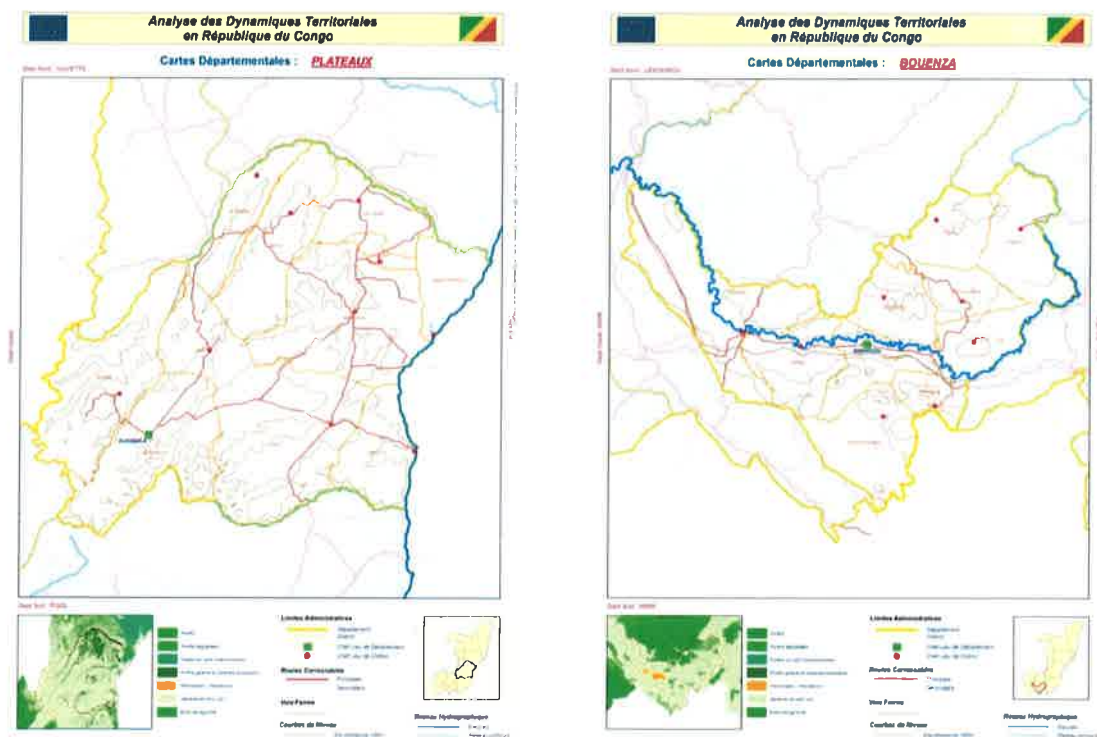
Le Congo jouit d'un climat équatorial avec une structure bimodale dont la durée de la saison sèche diminue du Sud vers le Nord (3 à 4 mois jusqu'à 2°S et 1 à 2 mois pour le reste du pays). La distribution des précipitations annuelles dépend de la Convergence intertropicale et aussi des états de surface : 1300 mm en moyenne dans les vallées ou dépressions et plus de 1800mm sur les massifs montagneux et plateaux.

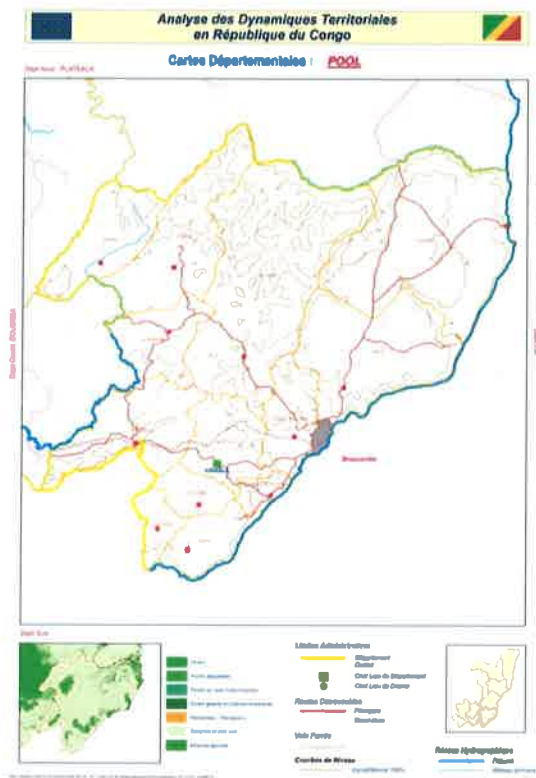
Sur l'ensemble du territoire, les scénarios climatiques décrivent une tendance au réchauffement avec une accélération à partir de 2030 (1°C de plus), atteignant des anomalies de 3,5°C. Cette augmentation des températures est déjà en cours.

Un grand nombre de modèles climatiques pour l'Afrique Centrale prévoit une augmentation considérable de l'intensité des pluies et du nombre des épisodes secs pendant la saison des pluies – tendances sur lesquelles il existe un accord quasi général entre tous les modèles. Pour la zone d'intervention du PRODIVAC, cette analyse prévoit une augmentation du nombre des épisodes secs de 30-40% pour l'an 2050 et de 35-70% pour l'an 2100. En ce qui concerne l'intensité des pluies, elle est censée augmenter de 5-10% pour l'an 2050 et de 8-15% pour l'an 2100.

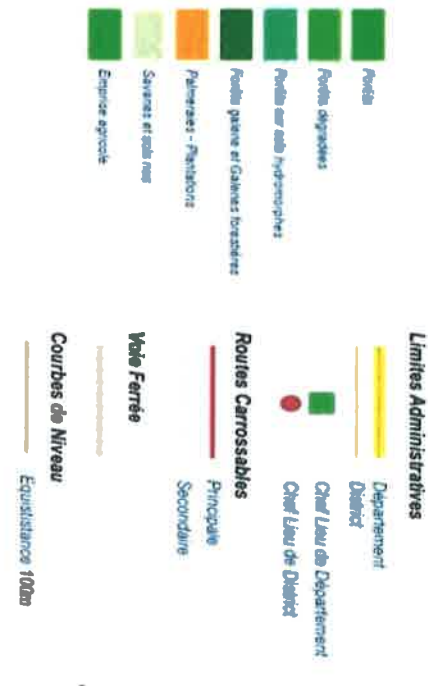
Ces prévisions climatiques pourront avoir des impacts conséquents sur l'agriculture dans les conditions climatiques extrêmes tels que l'augmentation des pertes agricoles due aux sécheresses prolongées, aux pestes et maladies fongiques ou encore en raison des inondations, emportement des cultures. La dégradation des sols par érosion ainsi que celle des infrastructures de communication auraient aussi pour conséquence une dégradation de la sécurité alimentaire dans la zone.

Cartes 3 et 4 Zones d'influence d projet



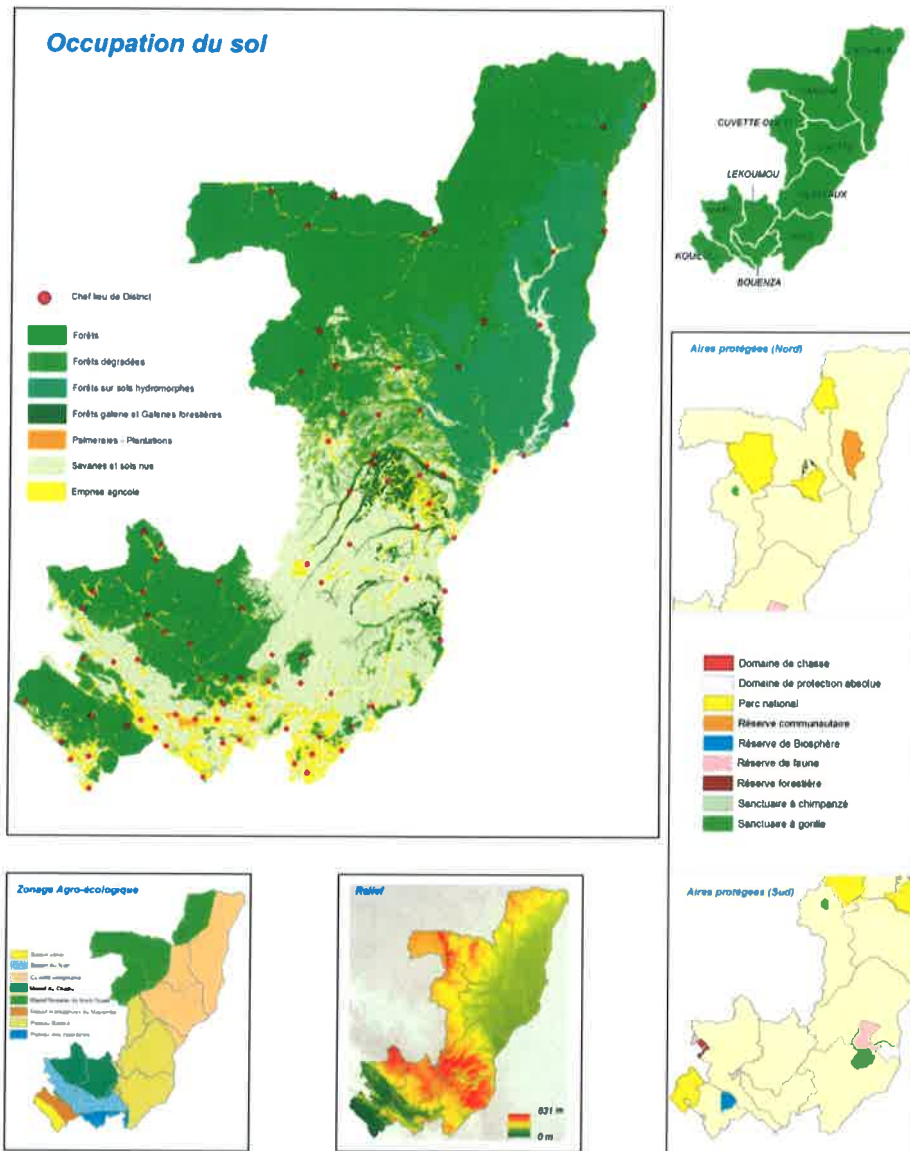


Légende



**Analyse des Dynamiques Territoriales
en République du Congo**

Milieu Naturel et Contexte Agro-écologique



Carte d'occupation du sol et des zones protégées de la République du Congo, réalisée par le Service National de l'Environnement (SNE) et le Service National de la Forêt (SNF).

III. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DANS LA ZONE D'INTERVENTION DU PROJET

3.1 Profil biophysique et socio-économique de la zone

Tableau 2 : synthèse du profil biophysique et socio-économique de la zone

Rubriques	Département des Plateaux	Département du Pool	Département de la Bouenza
Caractéristiques pédoclimatiques			
Relief	Pente est légèrement orientée vers le nord et l'est avec une d'altitude moyenne de 300 m en fond de de vallée et en bordure du fleuve Congo.	Plateau à relief modéré entrecoupées de vallées sèches d'altitude comprise 450 et 650 m au nord de Brazzaville et entre 350 et 550 m d'altitude en entre Ngoma-Tsétsé et Kinkala.	Plat à vallonné à l'est de Dolisie, variant entre 150 et 400m. Le relief est très peu accentué, la zone est située sur les plateaux surplombant le fleuve Niari.
Climat	Subéquatoriale entre le climat bas-congolais et subéquatorial. Saison sèche marquée entre juin et septembre. Pluies cumulées: entre 1.500 et 1.800 mm/an et entre 1.200 et 1.400 mm en bordure du fleuve Congo. La température moyenne annuelle est de 25°C.	Subéquatoriale de type bas congolais. Saison sèche marquée entre juin et septembre. Pluies cumulées: entre 1.350-1.650 mm/an au nord de Brazzaville et entre 1.300 et 1.400 mm entre Ngoma-Tsétsé et Kinkala. Température moyenne annuelle : 25°C.	Subéquatoriale de type bas congolais. Saison sèche marquée entre juin et septembre. Pluies cumulées: entre 1.200-1.300 mm/an. Température moyenne annuelle : 25°C.
Végétation naturelles	Savanes avec îlots forestiers mésophiles et des forêts galeries en bordure des cours d'eau.	Savanes avec îlots forestiers mésophiles et des forêts galeries en bordure des cours d'eau.	Savanes arbustives avec graminées, strate arbustive claire à dense et présence d'îlots forestiers dégradés.
Sols	Ferralitique jaune, appauvris sur matériau sablo-argileux et sableux sur les bas et versants des plateaux. Des sols podzoliques sur sables le long du fleuve Congo et/ou hydromorphes le long des cours d'eau, et de grès et limons sableux et de grès et d'argilites (fonds de vallées et le long du fleuve Congo).	Ferralitiques appauvris jaunes, sableux à sablo-argileux développés sur grès et limons sableux (série des plateaux Batékés) et des sols formés à partir de séries schiste-gréseuses et de grès polymorphes.	Ferralitiques jaunes de profondeurs variables développés sur matériaux argilo-limoneux issus du substrat schiste-calcaire moyen et hydromorphes selon le relief de texture lourde (argileux) relativement bien structuré mais sensible au tassement.
Densités humaines et l'agriculture, évacuation des produits			
Densités de population	4,5 habitants/km ² . Les districts de Ngo et de Mpouya sont les moins peuplés avec respectivement 16 700 et 9.200 habitants. Le district de Gamboma est le plus peuplé	7,3 habitants/km ² . Les districts d'Ignié et de Ngabé regroupe 29.000 et 30.000 habitants et respectivement et de 35.000 et 16.000 habitants pour les districts de Kinkala et Ngoma-	26 habitants/km ² La Bouenza (Chef-lieu Nkayi, quatrième ville du pays avec 70.000 habitants) est le département le plus peuplé du Congo (20 pourcent de la population

	avec 43.200 habitants.	Tsésé.	nationale).
Agriculture	Système cultural traditionnel avec une agriculture itinérante sur brûlis, polyculture et jachères (manioc, l'igname et l'arachide et la banane). Faible cheptel bovin, caprin et ovin. L'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires est anecdotique, les exportations à Brazzaville étant limitées	Système cultural traditionnel avec une agriculture itinérante sur brûlis, polyculture et jachères. En zone l'accès à l'eau limite le développement agricole. L'élevage bovin, caprin/ovin et l'aviculture sont prépondérants	Système cultural de type familial traditionnel avec faible utilisation d'intrants avec une agriculture itinérante sur brûlis (manioc, banane plantain, arachide, maïs) pour la consommation locale et pour alimenter la ville de Pointe-Noire et même de Brazzaville. L'élevage représenté par le cheptel bovin et porcin.

3.2 Défis environnementaux et socio-économiques en rapport avec le projet

1. Gestion des pollutions, nuisances et gênes liés à la réhabilitation/construction des infrastructures structurantes

Le PRODIVAC prévoit de limiter la réhabilitation des pistes rurales aux portions les plus dégradées et d'impliquer au maximum les populations à travers les HIMO. Cependant, certaines portions des pistes pourraient nécessiter de gros travaux nécessitant des équipements performants. De même des structures d'entreposage et de commercialisation seront construites dans les trois départements ainsi que dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire. Ces activités pourront générer des déchets, produire des nuisances, de la pollution aérienne mais aussi des déchets générés par le personnel dans les bases-vie des chantiers, la gestion des huiles et carburants des véhicules, camions et machineries de chantier ainsi que les ciments et lixiviats issues des bâtiments en construction.

2. Gestion des ressources forestières et biodiversité faunique/flore

L'intensification des activités agricoles et l'encouragement des jeunes à s'investir dans le secteur agricole pourraient entraîner une dynamique d'extension des terres en zone forestière réputées plus fertiles et la poursuite d'une agriculture itinérante dévastatrice pour les ressources forestières et la biodiversité faunique et la flore. Par ailleurs, le développement de la pisciculture pourrait se faire au dépend des galeries forestières présentes dans la zone d'intervention du projet et situées dans les zones de marécage. Les activités du projet devront être conformes à la Stratégie Nationale du REDD+ qui recommande de limiter au maximum l'occupation des terres forestières.

Cependant, le projet comporte des activités de promotion des technologies climato-intelligente permettant de renforcer la résilience des populations, la restauration de la fertilité des sols par des pratiques telles que l'association des légumineuses (acacias sp.) aux cultures de manioc, ce qui permettra de renforcer la couverture forestière dans la zone.

3. Gestion des pesticides liés aux activités agricoles

L'intensification des activités agricoles et d'élevage pourra conduire à l'utilisation des produits chimiques tels que les produits phytosanitaires et vétérinaires, les herbicides et les fertilisants qui nécessiteront une gestion conforme à la réglementation en place concernant les produits chimiques dangereux, que ce soit dans leur importation, stockage, disposition des emballages et produits périmés. L'utilisation des pesticides

et des produits agrochimiques et vétérinaires restent limités dans le pays et pourra être raisonnablement contrôlée par les institutions responsables.

4. Gestion des déchets liés aux unités de transformation agro-alimentaires

La mise en place ou le renforcement des unités de transformation agro-alimentaire portant sur les quatre chaînes de valeurs (manioc, maïs, aviculture et pisciculture) sera à l'origine de la production de déchets solides et liquides. Les déchets solides devront être valorisés au mieux comme source d'alimentation pour la volaille, poissons ou autre bétail, pour la production de champignons comestibles (pleurotes ou autres...). La gestion des déchets dans le cadre des unités de transformation devront être conforme à la réglementation en place portant sur l'Environnement, la santé et l'Hygiène (EHS). La gestion des déchets liquides devra permettre la mise en place de bassins de décantation et de puits perdus, limitant ainsi la pollution des cours d'eau dans la zone d'intervention du projet.

3.3 Impacts génériques du projet (positifs ou négatifs)

Tableau 3 : synthèse des impacts génériques du projet

Composante	Activités	Impacts positifs	Mesures de bonification
Composante 1 : Développement et promotion de l'entrepreneuriat agricole	1.1 Renforcement des capacités techniques de filières agricoles	Création d'emploi pour les jeunes et les femmes	Sécurisation de la propriété de la terre
		Réduction du taux de malnutrition	
		Amélioration des revenus des ménages en milieu rural	Facilitation aux services bancaires, d'épargne et de crédit
	1.3 Appui à l'autonomisation des femmes	Amélioration des revenus des ménages en milieu rural	Facilitation aux services bancaires, d'épargne et de crédit Sécurisation de la propriété de la terre
Composante 2 : Amélioration de la productivité de la résilience des chaînes de valeur	2.1 Diffusion des innovations et des technologies climato-intelligentes	Amélioration des pratiques agricoles restaurant la fertilité des sols, prévenant les érosions et restaurant le couvert agroforestier	Sécurisation de la propriété de la terre
	2.2 promotion de l'agroforesterie	Amélioration des pratiques agricoles restaurant la fertilité des sols, prévenant les érosions et restaurant le couvert agroforestier	
	2.3 Développement des infrastructures structurantes	Création d'emploi	
		Désenclavement des zones rurales et amélioration des revenus	
		Réduction des pertes post-récolte	

Composante	Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation, évitement
Composante 1 : Développement et promotion de l'entrepreneuriat agricole	1.1 Renforcement des capacités techniques de filières agricoles	Gestion des déchets solides et liquides et pollution aériennes	Renforcement des capacités, diffusion et formation sur les bonnes pratiques d'hygiène de production (BPHP) et standards de qualité. Préparation et mise en œuvre des SGES pour les opérateurs privés y compris des mesures d'hygiène, santé et sécurité
		Gestion des pesticides et des fertilisants	Renforcement des capacités, diffusion et formation sur les bonnes pratiques d'hygiène de production (BPHP) y compris dans la gestion des produits agrochimiques Préparation et mise en œuvre des SGES pour les opérateurs privés y compris des mesures de gestion des produits agrochimiques
	1.3 Appui à l'autonomisation des femmes	Gestion des pollutions et déchets	Renforcement des capacités, diffusion et formation sur les bonnes pratiques d'hygiène de production (BPHP) y compris dans la gestion des déchets solides et liquides
Composante 2 : Amélioration de la productivité de la résilience des chaînes de valeur	2.3 Développement des infrastructures structurantes : pistes rurales et marchés	Gestion des déchets et pollutions	PGES préparés par les entreprises de constructions
		Destruction du couvert végétal	PGES préparés par les entreprises de constructions
		Gestion des conflits	PGES préparés par les entreprises et mécanismes de gestion des conflits

IV. CADRE LEGAL ET JURIDIQUE DU PROJET

4.1 Cadre Politique et règlementaire de la gestion environnementale et sociale au Congo

Les principales Politiques qui définissent les stratégies d'intervention au Congo et qui sont pertinentes pour le PRODIVAC sont :

Plan National de Développement (PND 2018-2022) qui fait de l'agriculture l'un des principaux piliers de diversification, de croissance, de compétitivité, de création d'emplois durables et de réduction de la pauvreté. Le PND est décliné en Plan National de Développement Agricole (PNDA) et reprend les priorités stratégiques du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2017-2021) dont le but est de promouvoir une croissance du secteur agricole et rural qui puisse contribuer à une réduction rapide et significative de la pauvreté, un recul de la faim, l'accroissement des revenus agricoles et non agricoles.

Plan National d'Actions pour l'Environnement (PNAE)

Le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) élaboré entre 1993 et 1994 et adopté en 1996 ce document est en cours de réactualisation. Ce Plan a pour objectif de contribuer aux grands défis que sont l'augmentation de la pauvreté, l'exode rural, la dégradation du tissu social traditionnel, la dégradation des services et des infrastructures tout en prônant un développement durable en harmonie avec l'environnement. Elle s'appuie sur un Plan d'Action avec des échéances à 5 et 20 ans dans les domaines de la forêt, de la faune, de l'agriculture, du secteur pétrolier, de l'environnement urbain, de la gestion des ressources en eau, de l'éducation, de la formation, de la sensibilisation, des institutions et met un accent particulier sur la gestion écologiquement rationnelle des activités de développement socioéconomiques, notamment l'agriculture, l'élevage et la pêche, qui sont les principaux domaines du projet PRODIVAC.

Lettre de Politique Sectorielle des Pêches et de l'Aquaculture

Les objectifs stratégiques assignés au secteur sont : a) assurer la gestion durable et la restauration des ressources halieutiques ; b) satisfaire la demande nationale en produits de la pêche; c) valoriser les ressources halieutiques et moderniser la pêche artisanale ; d) promouvoir la professionnalisation et la qualification accrue des acteurs du secteur de la pêche et de la transformation ; e) améliorer le système de financement des activités de la pêche et de l'aquaculture et f) renforcer la coopération régionale et sous régionale des pêches.

Politique genre

La Constitution de 2015 stipule que la femme a les mêmes droits que l'homme. Le Code pénal sanctionne plusieurs formes de violences à l'encontre des femmes, y compris les violences sexuelles. La loi garantit la parité et assure la promotion ainsi que la représentativité de la femme à toutes les fonctions politiques, électives et administratives. La **nouvelle Politique Nationale Genre (2017 à 2021)**, assortie d'un plan d'action de mise en œuvre, vise à atteindre l'égalité entre les sexes et l'autonomisation sociale, économique et politiques des femmes et filles au Congo. Il a également été mis en œuvre le **Programme National de Promotion du Leadership Féminin en Politique et dans la Vie Publique** en République du Congo, période 2017-2021.

Politique Nationale d'Action Sociale

L'objectif global de l'action sociale est de fournir à l'ensemble de la population un socle de protection sociale non contributive, c'est-à-dire un paquet de mesures de base, en vue de réduire la vulnérabilité des ménages et des individus, de les aider à mieux gérer les risques sociaux et de leur garantir la dignité humaine. Cet objectif global se traduit par trois objectifs spécifiques: (i) assurer la prestation de services d'action sociale à la hauteur des besoins des individus, des groupes sociaux vulnérables (enfants,

personnes âgées et femmes particulièrement vulnérables, populations autochtones et personnes handicapées) et des communautés ; (ii) mettre en place des programmes de transferts sociaux, des travaux à haute intensité de main d'œuvre et d'autres mesures visant la réduction de la vulnérabilité à large échelle ; (iii) construire un système fort d'action sociale doté d'un cadre juridique et institutionnel adéquat et des ressources nécessaires pour la mise en œuvre efficace et efficiente d'un socle de protection sociale. Le projet est interpellé dans le cadre de cette politique car il intervient dans des départements où vivent un grand nombre de familles pauvres.

Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

Le PDDAA auquel le Congo a adhéré, a pour but de mutualiser les efforts au sein des États d'Afrique centrale et d'y promouvoir la croissance agricole. Le PDDAA est un cadre de dialogue, d'harmonisation des stratégies, d'alignement et de mutualisation des efforts de développement, visant à promouvoir de façon soutenue la croissance du secteur agricole dans les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Il a pour but d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des initiatives du gouvernement et l'allocation de l'aide extérieure à ces secteurs, et de mettre en place un cadre performant par lequel l'aide peut être augmentée pour répondre aux besoins d'investissement à court, moyen et long terme.

Le cadre réglementaire pour la gestion de l'environnement au Congo repose sur les législations suivantes :

Constitution congolaise du 25 octobre 2015

Le cadre légal et réglementaire de la gestion de l'environnement au Congo est chapeauté par la constitution du 25 octobre 2015 qui prescrit le droit pour tout citoyen à bénéficier d'un environnement sain, satisfaisant et durable. Le citoyen a aussi le devoir de le défendre. L'État doit veiller à la protection et à la conservation de l'environnement. Toute pollution ou destruction résultant d'une activité économique donne lieu à compensation. La loi détermine la nature des mesures compensatoires et les modalités de leur exécution.

Loi 003/91 du 23 avril 1991 sur la protection de l'environnement :

Cette loi traite du renforcement de la législation, de gérer, de maintenir de restaurer les ressources naturelles, de prévenir et lutter contre les atteintes à l'environnement. Dans ce titre premier, l'article 2, précise que tout projet de développement économique au Congo doit comporter une étude d'impact sur l'environnement. Le titre 2, traite de la protection des établissements humains, le titre 3, de la protection de la faune et de la flore, le titre 4, de la protection de l'atmosphère, le titre 5 de la protection de l'eau, le titre 6 de la protection des sols, le titre 7, des installations classées pour la protection de l'environnement, le titre 8, des déchets urbains, le titre 9, des déchets nucléaires et des déchets industriels dangereux ou autres déchets de même nature le titre 10, des substances chimiques potentiellement toxiques et des stupéfiants; le titre 11, des nuisances sonores; le titre 12 des taxes et redevances ; le titre 13 des sanctions ; le titre 14 du fonds pour la protection de l'environnement ; le titre 15, des dispositions finales.

Cette loi sur la protection de l'environnement est complétée par les textes d'application suivants :

- **Le décret n° 2009-415 du 20 novembre 2009 fixant le champ d'application, le contenu et les procédures de l'étude d'impact environnemental et social :** classification des projets (A, B et C) ; contenu et procédures de réalisation et d'approbation des EIE ; participation du public ; suivi environnemental.
- **Le décret n° 86-775 du 7 juin 1986 rendant obligatoires les études d'impacts sur l'environnement au Congo.**

- L'arrêté n° 835/MIME/DGE du 6 septembre 1999, fixant les conditions d'agrément pour la réalisation des études ou des évaluations d'impacts sur l'environnement au Congo.
- L'arrêté n° 1450/MIME/DGE du 18 novembre 1999, relatif à la mise en application de certaines dispositions sur les installations classées de la loi n° 003/91 sur la protection de l'environnement. Elle régleme la nomenclature des installations classées et les procédures administratives relatives à leur ouverture, ainsi que les modalités d'organisation des inspections et des contrôles, de recouvrement des taxes et des redevances sur les installations classées.

Dispositions relatives aux affaires foncières et du domaine public

La loi n° 9-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine national, la loi n° 10-2004 du 26 Mars 2004 fixant les principes généraux applicables au régime domanial et foncier au Congo et *la loi n° 11-2004 du 26 mars 2004* portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Toutes ces lois traitent de la problématique des déplacements involontaires. L'occupation du domaine public est réglementée dans ce texte en ses articles 51, 52, 53 ; son occupation est sujette à autorisation et les formes et conditions d'occupation sont déterminées par décret. Des redevances et autres droits sont dus pour occupation à titre privatif.

La loi n°21-2018 du 13 Juin 2018 fixant les règles d'occupation et d'acquisition des terres et des terrains. Cette loi précise et clarifie la notion de propriété foncière au Congo. En ses titres 5 et 6, cette loi protège les terres du domaine rural et des terres coutumières de tout accaparement de personnalités physiques ou morales étrangères et précise que l'occupation des terres du domaine rural à des fins d'exploitations agricoles, de subsistance et d'autoconsommation n'est assujettie à aucune autorisation préalable.

Dispositions relatives à la gestion des pestes et pesticides :

- *la loi n°52-1256 du 26 novembre 1952*, relative à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du ministère de la France d'Outre-mer ;
- *La loi n°3-2007 du 24 janvier 2007* réglementant les importations, les exportations et les réexportations et qui aborde les aspects liés au contrôle phytosanitaire ;
- *Décret n°99-167 du 23 Aout 1999 modifiant le décret n°95-147 du 8 Aout 1995*, portant institution d'une inspection obligatoire des marchandises et produits chimiques à destination du Congo ;
- *Décret n°55-1219 du 13 septembre 1955*, portant règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de la loi du 26 novembre 1952 relative à la protection des végétaux ;
- *Décret n° 2003-176 du 08 aout 2003* portant organisation et attribution de la direction générale de l'agriculture qui définit les missions de la direction de la production agricole et de la protection des végétaux, direction à laquelle appartient le service de la protection des végétaux, responsable de la gestion des pestes et pesticides;
- *Décret n°2010-694 du 4 novembre 2010* portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité de gestion des pesticides, conformément à la réglementation commune sur l'homologation des pesticides en zone CEMAC.

- ***La circulaire n°0614 du 24 Avril 2017*** spécifie que l'importation des produits agrochimiques exige une autorisation de la Direction Générale de l'Environnement qui a établi une liste des produits interdits à l'importation.

Autres lois pertinentes pour le PRODIVAC :

Loi n°16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier

Ce texte vise en priorité à instituer un cadre juridique approprié pour assurer la conservation et la gestion durable des forêts, sur la base d'un aménagement rationnel et d'une gestion participative des ressources. Cette loi fondamentale est renforcée par une série de textes subséquents, notamment le décret 2002- 437 du 31 décembre 2002 qui fixe les conditions de gestion et d'utilisation des forêts et les arrêtés ministériels portant sur les directives nationales d'aménagement durable des concessions forestières, la création des unités forestières d'aménagement ou d'exploitation, les modalités de classement et de déclassement des forêts, la fiscalité forestière, etc.

Loi n°37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées

Cette loi renforce les législations sectorielles, notamment celles relatives à la préservation de la faune et de la flore sauvage ; Elle fixe les principes fondamentaux et les conditions générales de conservation et de gestion durable de la faune, des habitats et des écosystèmes dont elle dépend.

Loi n° 5-2011 portant promotion et protection des droits des populations autochtones (LPA)

La LPA est entrée en vigueur le 25 février 2011. Les dispositions de la LPA les plus pertinentes au Projet concernent la protection des droits des autochtones aux terres et aux ressources. Elle ordonne spécifiquement que les populations autochtones ont un droit collectif et individuel à la propriété, à la possession, à l'accès et à l'utilisation des terres et ressources naturelles qu'elles occupent ou utilisent traditionnellement pour leur subsistance, leur pharmacopée et leur travail.

Cependant, cette loi n'est à ce jour toujours pas appuyée par des textes d'application. La loi traite aussi sur les autres aspects qui sont fondamentaux : inclusion sociale consultation accès à l'information et à la participation.

Loi n° 8 – 2010 du 26 juillet 2010 portant protection du patrimoine national culturel et naturel

Elle a pour objet la protection, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel et national. Elle définit les caractéristiques des biens faisant partie du patrimoine culturel et naturel national et assure leur protection. Elle instaure un inventaire national et une procédure de classement des biens patrimoniaux. Toutefois, aucun texte d'application n'a été adopté pour assurer l'identification des sites culturels à protéger. La Loi ne protège donc aucun site dans la pratique.

Loi N° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'Eau :

Dans le domaine de la gestion des ressources en eau, la loi n°13-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'eau met un accent particulier sur la protection quantitative et qualitative des ressources et la lutte contre la pollution de l'eau. L'absence de texte d'application limite la portée de cette loi.

Décret N° 85/723 du 17/05/85 déterminant les conditions d'exploitation des carrières

Le décret concernant les carrières assujettit à une autorisation du Ministre chargé des Mines pour leur exploitation. La demande d'autorisation précise le cubage et la nature des matériaux. Il n'est pas stipulé l'obligation de remise en état des carrières. Les spécifications suivantes sont précisées dans le texte : Ouverture de carrière assujettie à une autorisation ; Carrière à au moins 50m des bâtiments, routes, chemins et cours d'eau ; Spécification des conditions de sécurité au travail.

Dispositions relatives à la gestion des emplois et des travailleurs

En République du Congo, l'emploi est réglementé par le code de travail issu de la loi de 15 mars 1975 modifiée en 1996 qui détermine le type de contrats qui existent dans le pays, les modalités de recrutement et d'installation des travailleurs sur les sites de leur travail ainsi que les prestations sociales requises par les employeurs y compris dans la gestion des accidents de travail et les maladies professionnelles.

La Loi n°004-86 du 25 février 1986 appelée Code de Sécurité Sociale dans son article 61 souligne que l'employeur doit prendre en charge les maladies professionnelles et les accidents survenus sur le lieu de travail ou sur le trajet vers/depuis celui-ci. L'employeur est tenu dès que survient l'accident : (i) de faire assurer les soins de première urgence ; (ii) d'aviser le Médecin chargé des services médicaux de l'entreprise ou, à défaut, le Médecin le plus proche ; (iii) éventuellement de diriger la victime sur le Centre Médical d'entreprise ou interentreprises ou, à défaut, sur la formation sanitaire publique, ou l'établissement hospitalier public ou privé le plus proche du lieu de l'accident.

4.2 Accords internationaux ratifiés par le Congo dans le domaine de l'environnement

Selon le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD) en mars 2012, le Congo a soutenu plus d'une vingtaine de conventions ou accords multilatéraux sur l'environnement. Les plus importantes qui pourraient s'appliquer au projet sont synthétisées dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Récapitulatif des Conventions Internationales applicables au projet

Intitulé de la convention	Date de ratification	Aspects liés aux activités du projet
Convention de Londres relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel (1933)	ratifiée par la loi n°8 de novembre 1937	La phase opérationnelle du PRODIVAC respectera l'intégrité de la flore et de la faune. Le projet est en adéquation avec cette convention.
La convention africaine sur la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel du 8 novembre 1933	la loi n°27/80 du 21 avril 1980	La phase opérationnelle du PRODIVAC respectera l'intégrité de la flore et de la faune. Le projet est en adéquation avec cette convention.
Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972	la Loi n°19/85 du 19 juillet 1985	La phase opérationnelle des sous projets respectera l'intégrité des sites culturels des communautés.
Convention de Rio sur la diversité biologique de juin 1992	Loi n°29/96 du 25 juin 1996	L'exploitation de zone d'emprunts ou de carrières pour la construction des différentes infrastructures structurantes ou l'utilisation des pesticides ou de produits agrochimiques peut conduire à la destruction d'espèce biologique. Le projet est interpellé par cette convention et veillera à réhabiliter les sites exploités et à la sensibilisation des populations sur la gestion des pesticides.
Protocole de Kyoto relatif à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	25 juin 1996	
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification	Loi n°8-99 du 8 janvier 1999	

Convention sur les zones humides d'importance internationale dite Convention de Ramsar	Loi n°28/96 du 25 juin 1996	
Règlementation commune sur l'homologation des pesticides en zone CEMAC en 2005, dans le cadre de la création du Comité des Pesticides d'Afrique Centrale (CPAC)	2005	L'intensification des activités agricoles, piscicoles, et avicoles pourront requérir l'utilisation de produits agrochimiques. Le projet est interpellé par cette convention et veillera la sensibilisation des populations sur l'utilisation des pesticides homologués, leur stockage et la gestion des emballages et des produits périmés.

4.3 Politiques de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque Africaine

La BAD, a élaboré différentes Directives dans le domaine des évaluations environnementales et sociales, en vue de s'assurer qu'aussi bien les questions environnementales que les questions sociales sont prises en compte dans le cadre de la mise en œuvre des projets, tout au long de leur cycle. Les instruments auxquels ces Procédures se réfèrent le plus fréquemment sont l'Évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES), le Plan de gestion environnementale et sociale (PGES), l'Évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) et l'Audit environnemental et social (AES).

4.3.1 Catégorisation des projets

Les Procédures d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES) de la BAD visent à assurer l'intégration des dimensions environnementales et sociales dans la planification et la mise en œuvre des projets. La Banque a défini 4 catégories de projet suivant des critères de sensibilité environnementale :

- **Catégorie 1** : un projet proposé est classé dans la catégorie 1 s'il peut avoir des impacts environnementaux importants de nature sensible, diverse ou sans précédent. Ces projets peuvent affecter une zone plus étendue que les sites ou les infrastructures faisant l'objet de travaux physiques. L'EIE d'un projet de la catégorie 1 examine les impacts positifs et négatifs potentiels du projet, les compare avec ceux d'alternatives faisables (y compris le scénario "sans projet") et recommande toutes mesures utiles pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs ou améliorer la performance.
- **Catégorie 2** : Un projet est classé dans la catégorie 2 si ses impacts négatifs potentiels sur les populations humaines ou sur les zones importantes au plan environnemental sont de moindre gravité que ceux des projets de catégorie 1. Ces impacts sont spécifiques au site ; et dans la plupart des cas, des mesures d'atténuation peuvent être incorporées sur la base de critères et de normes de conception internationalement admis et de manière plus rapide que pour les projets de la catégorie 1. Tout comme pour l'EIE d'un projet de la catégorie 1, l'évaluation environnementale pour les projets de la catégorie 2 passe en revue les impacts potentiels négatifs et positifs et recommande toutes mesures nécessaires pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs et améliorer la performance environnementale. Dans de nombreux cas, le PGE peut être la seule mesure requise pour les projets de la catégorie 2.
- **Catégorie 3** : un projet proposé est classé dans la catégorie 3 s'il est supposé ne comporter aucun impact négatif sur l'environnement. A part le criblage, aucune mesure supplémentaire d'évaluation environnementale n'est requise pour un projet de la catégorie 3.
- **Catégorie IF** : un projet proposé est classé dans la catégorie IF s'il comporte une composante d'investissement de ressources de la Banque, à travers un intermédiaire financier dans des sous-projets qui peuvent entraîner des impacts environnementaux négatifs. L'intermédiaire financier (IF) rétrocède ensuite les fonds aux petites et moyennes entreprises qui peuvent être des banques,

des compagnies d'assurances ou de crédit-bail, des fonds d'investissement etc. La Banque se doit de veiller à l'exécution correcte de son mandat environnemental dans ses opérations IF, tout en respectant le principe de la délégation des responsabilités qui caractérise chaque opération.

La catégorisation du projet permet de déterminer le type d'étude d'impact environnemental et social à réaliser. Dans le contexte de la catégorie 2, il sera déterminé les mesures d'atténuation des impacts négatifs éventuels ainsi qu'un plan de gestion environnementale et sociale en vue de minimiser des effets et impacts négatifs et l'optimisation des impacts et effets positifs.

La **BAD** dispose également d'un certain nombre de politiques sociales et environnementales qui s'appliquent à toutes ses opérations, y compris des projets du secteur public et privé et des prêts à l'appui de réformes. En rapport au PRODIVAC, on peut citer les politiques suivantes :

4.3.2 La politique environnementale du Groupe de la BAD (février 2004)

Le concept de développement durable est au cœur du cadre d'action de la politique environnementale de la BAD. Cette politique s'attache à favoriser la création de conditions propres à permettre au maximum de parties prenantes de jouer leur rôle afin d'asseoir le développement durable. Ses principaux objectifs sont de deux ordres : contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations en Afrique ; préserver et consolider le capital écologique et les systèmes de subsistance à travers le continent. Cette politique évoque également les procédures d'évaluation environnementale et sociale de la BAD (ESAP) et les exigences de consultation publique.

4.3.3 La Politique de diffusion et d'accès à l'information (mai 2013)

La Banque africaine de développement a revisité sa politique de diffusion de l'information datant de 2005, pour réaffirmer davantage son engagement envers les principes de bonne gouvernance, en particulier la transparence, la responsabilité et l'échange d'information dans ses opérations.

La politique révisée, approuvée par le Conseil d'administration le 2 mai 2012, représente un changement majeur en rapport aux informations que le Groupe de la Banque peut diffuser : l'on passe d'une politique énumérant les informations qui devraient être diffusées à une autre permettant la diffusion de toutes les informations en possession du Groupe de la Banque, tant qu'elles ne figurent pas sur une liste d'exceptions. Cette politique révisée vise à i) maximiser la diffusion des informations en possession du Groupe de la Banque et à limiter la liste d'exceptions ; ii) faciliter l'accès à l'information sur les opérations de la BAD qui sont partagés aux parties prenantes iii) promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité ; iv) améliorer l'efficacité de la mise en œuvre et mieux coordonner les processus de diffusion de l'information; v) faire mieux connaître la mission, les stratégies et les activités globales du Groupe de la Banque ; vi) appuyer le processus consultatif; et vii) renforcer l'harmonisation avec les autres institutions de financement du développement dans le domaine de la diffusion de l'information.

4.3.4 La Politique de gestion intégrée des ressources en eau (avril 2000)

Elle vise essentiellement à promouvoir un développement efficace, équitable et durable à travers une gestion intégrée des ressources en eau, et aussi de s'assurer que les activités financées par la Banque dans le secteur de l'eau adoptent les principes de l'approche intégrée. En effet la politique de prêt de l'institution encourage les emprunteurs à suivre et à mettre en œuvre une approche intégrée de la gestion des ressources en eau. La gestion des ressources en eau doit toujours s'opérer dans un cadre caractérisé par trois objectifs interdépendants - sociaux, économiques et environnementaux - et chercher à satisfaire, de manière équilibrée, les besoins correspondants.

4.3.5 La Politique en matière de Genre (juin 2000)

La politique sur le genre vise à favoriser l'équité des sexes et l'intégration de la dimension genre dans toutes les opérations de la BAD. Elle exige que la BAD applique l'analyse de genre à toutes ses activités.

4.3.6 Cadre d'engagement consolidé avec les organisations de la société civile (Juillet 2012)

Le Cadre d'engagement avec les Organisations de la Société Civile (OSC) fait partie des nouveaux mécanismes et stratégies de la BAD, permettant de mieux saisir et intégrer les aspirations des citoyens africains. Il traduit l'engagement de la BAD à plus de transparence et de responsabilité envers ses pays membres et le public. Il a pour objet d'optimiser les possibilités de partenariats avec les OSC au niveau de l'institution, des pays et des projets. Son objectif ultime est de permettre à la Banque d'obtenir de meilleurs résultats et d'avoir une plus grande incidence sur le processus de développement, grâce à l'amélioration de sa collaboration avec les OSC et au renforcement des mécanismes actuels de participation et de coordination.

Le Cadre met en lumière l'engagement accru avec la société civile et l'action de la BAD pour renforcer les capacités des OSC. Il propose en outre quatre domaines de collaboration avec les OSC susceptibles de présenter un intérêt majeur : les mesures de sauvegarde environnementale et sociale, le mécanisme indépendant d'inspection, l'action menée dans les PMR fragiles et le travail de proximité et de communication.

C'est à ce titre que l'implication des ONG, de la Société civile dans le processus de formulation du PRISE trouve toute sa pertinence et cadre parfaitement avec la vision de la Banque.

4.4 Cohérence entre les Politiques de sauvegardes et les dispositions nationales pertinentes.

Compte tenu des impacts négatifs potentiels identifiés dans le projet PRODIVAC, les sauvegardes opérationnelles suivantes pourront être déclenchées : SO. 1 – Evaluation environnementale et sociale ; SO. 3 – Biodiversité, ressources renouvelables et services écosystémiques ; SO.4 – Prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources ; et la SO 5 - Conditions de travail, santé et sécurité.

L'objectif de l'analyse vise à identifier les insuffisances au niveau de la législation nationale afin de faire des recommandations visant à satisfaire les exigences des politiques de sauvegarde environnementales et sociales déclenchées par le projet.

Tableau 5 : Analyse comparative des politiques de sauvegarde et dispositions nationales pertinentes

N°	Exigences de la politique	Dispositions nationales pertinentes	Observations/recommandations
1	<i>Evaluation environnementale</i> La SO1 portant Evaluation Environnementale est déclenchée si un projet comporte des risques et des impacts environnementaux potentiels (négatifs) dans sa zone d'influence	La Loi 003/91 du 23 avril 1991 sur la protection de l'environnement et le Décret n° 20094-15- du 20 novembre 2009 fixant le champ d'application, le contenu et les procédures de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social impose l'évaluation environnementale à tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement	La loi nationale satisfait cette disposition de la SO1. Cependant, une mise à jour de cette loi est recommandée ainsi que les décrets lois permettant son application dans différents domaines.

2	<p><i>Catégorie environnementale</i></p> <p>La Politique opérationnelle SO1 est déclenchée si le projet est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Catégorie A : impact négatif majeur - Catégorie B : impact négatif modéré et gérable -Catégorie C : Prescriptions environnementales 	<p>Le décret n° 2009-415 du 20 novembre 2009 fixant le champ d'application, le contenu et les procédures de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social indique les catégorisations suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - EIES: impact négatif majeur - NIES : impact négatif modéré et gérable - ni EIES et ni NIES 	<p>La loi nationale satisfait cette disposition de la SO1.</p> <p>Toutefois, un formulaire d'analyse et de sélection qui permet d'aboutir à cette catégorisation n'est pas disponible. Cette recommandation est prise en compte dans le présent CGES avec un formulaire annexé au CGES.</p>
3	<p><i>Protection de la Biodiversité, ressources renouvelables et services écosystémiques</i></p> <p>La SO3 recommande d'identifier et d'appliquer des moyens de conserver et d'utiliser de manière durable la biodiversité et les habitats naturels, et mettre en œuvre les prescriptions pour la conservation et la gestion durable des services écosystémiques prioritaires.</p>	<p>Plusieurs lois ont été adoptées pour la protection des forêts en République du Congo. On peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi 003/91 du 23 avril 1991 sur la protection de l'environnement - Loi n°16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier - Loi n°37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées 	<p>Ces lois satisfont à la SO3. Et des mesures sont incluses dans le CGES</p> <p>Le projet appliquera des bonnes pratiques de l'agriculture et l'élevage, et utiliser des méthodes qui n'appauvrissent pas les ressources naturelles de base et les habitats naturels présents dans la zone (zones humides, forêts galeries...) et leurs services écosystémiques seront préservées.</p>
4	<p><i>Prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources</i></p> <p>La SO4 s'applique lorsque des déchets ou polluants sont émis, en particuliers les gaz à effets de serre et les polluants dangereux, mais aussi lorsque des produits agrochimiques sont achetés, transportés, entreposés et utilisés par les projets.</p>	<p>Plusieurs lois ont été adoptées pour le contrôle des pesticides et des polluants en République du Congo. On peut citer:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi 003/91 du 23 avril 1991 sur la protection de l'environnement - La loi n°3-2007 du 24 janvier 2007 liés au contrôle phytosanitaire ; - Le Décret n°99-167 du 23 Aout 1999 modifiant le décret n°95-147 du 8 Aout 1995, portant inspection obligatoire des marchandises et produits chimiques à destination du Congo ; -le Décret n° 2003-176 du 08 aout 2003 attribuant à la direction générale de l'agriculture la responsabilité de la protection des végétaux et de la gestion des pestes et pesticides; - Décret n°2010-694 du 4 novembre 2010 sur le comité de gestion des pesticides, conformément à la réglementation de la zone CEMAC. 	<p>Ces lois satisfont à la SO4. Le PRODIVAC porte principalement sur le développement des compétences et l'appui aux chaînes de valeurs, l'utilisation des produits dangereux et polluants sera limité et réglementé. Et des mesures de gestion des déchets sont prises en considération dans le CGES.</p>
5	<p><i>Sauvegardes opérationnelles relatives aux conditions de travail, à la santé et à la sécurité.</i></p> <p>La SO5 s'applique dans les cas où l'emprunteur ou le client a l'intention d'employer une main d'œuvre pour le projet, il devra élaborer et mettre en œuvre des procédures de ressources humaines conforme à cette SO et aux législations nationales en vigueur.</p>		

6	<p><i>Participation publique</i></p> <p>La SO1 spécifie que pour tous les projets de Catégorie 1 et 2, les groupes affectés par le projet et les ONG locales sont consultés sur les aspects environnementaux du projet. Elle insiste également sur le fait que leurs points de vue doivent être pris en compte.</p>	<p>Le décret n° 2009-415 du 20 novembre 2009 dispose la tenue de l'Audience Publique pour informer la population</p>	<p>La législation nationale est conforme à la SO1.</p> <p>Toutefois, il y a absence des textes définissant les modalités d'organisation des audiences publiques. Par ailleurs, ces groupes sont consultés tout au long de l'exécution du projet, en tant que de besoin.</p> <p>Dans le cadre de ce projet, Il sera procédé à un résumé des points saillants du CGES qui sera rendu public dans les zones du projet.</p>
7	<p><i>Diffusion d'information</i></p> <p>La politique de diffusion et d'accès à l'information exige de faciliter l'accès à l'information sur les opérations de la BAD qui sont partagés aux parties prenantes</p>	<p>La loi précise que des textes réglementaires fixent les conditions dans lesquelles ces études sont rendues publiques.</p> <p>La diffusion est prévue dans le décret n° 2009-415 du 20 Novembre 2009</p>	<p>La loi nationale satisfait cette exigence de la politique de diffusion. Toutefois, il y a absence des textes d'application fixant les modalités d'organisation des consultations publiques et faisant obligation de publier les documents définitifs des EIES</p>

V. PLAN DE CADRE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET

L'objectif du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) pour le projet est de décrire les mécanismes institutionnels relatifs à : (i) Identifier les sous-projets spécifiques qui nécessiteront un PGES spécifique (ii) Décrire la manière de planifier et exécuter les mesures d'atténuation (iii) Déterminer si des clauses contractuelles environnementales et sociales seront nécessaires (iv) Décrire pour les PGES spécifiques les indicateurs de performance environnementale et sociale, (v) Déterminer le calendrier et le coût de ces procédures pour tout sous-projet, (vi) Identifier le système de rapportage annuel (périodique) du projet et la manière d'y inclure des aspects de suivi environnemental.

Le PCGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du projet. Le PCGES met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet.

5.1 Mesures génériques de gestion environnementale et sociale des sous-projets

Les impacts génériques et risques environnementaux et sociaux énumérés dans le chapitre précédent requièrent différentes alternatives ou mesures pour éliminer, réduire ou compenser ces impacts négatifs. La mise en œuvre des activités du PRODIVAC des composantes 1 et 2 peuvent engendrer des impacts négatifs environnementaux et sociaux et exiger l'application des procédures opérationnelles de sauvegardes environnementale et sociale. Suivant les résultats de la sélection et de la classification du sous projets, certaines activités du sous Projet pourraient faire l'objet d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) ou d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) avant tout démarrage des travaux. Ces outils détermineront plus précisément la nature des mesures à appliquer pour la sous-composante. Dans ce cas, la planification et l'exécution des mesures d'atténuation doivent être respectées en conformité avec les articles 8 et 30 du Décret n°2009-415 du 2 novembre 2009 fixant le champ d'application, le contenu et les procédures de l'Etude et de la Notice d'Impact Environnemental et Social, et des Sauvegardes Opérationnelles déclenchées par ces sous-projets. Dans ce cadre les documents d'appel d'offre ou certaines activités doivent être assujettis aux obligations environnementales et sociales et faire l'objet d'un NIES ou d'un PGES. Dans le cas d'une activité assujettie à une étude environnementale, l'unité de Gestion du Projet (UGP) publiera des demandes d'appel d'offres (DAO) comprenant le plan de gestion environnementale et sociale (PGES), et l'ordre de démarrage desdits travaux ne pourra être donné avant que le PGES de l'entreprise contracté (PGES chantier) n'ait été approuvé et intégré dans le planning global des travaux.

Tableau 6 : mesures génériques de gestion environnementale et sociale

Mesures	Actions proposées
Mesures règlementaires et institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser le screening environnemental et social, préparation d'un d'une Etude Environnementale et un PGES pour les sous – projets financés dans le cadre du Projet PRODIVAC - Préparation et mise en œuvre du SGES des entreprises
Mesures techniques	
Gestion sociale, hygiène et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux (communautés bénéficiaires, autorités, etc.) ; - Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité lors des travaux ; - Employer en priorité la main d'œuvre locale ; - Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux et procéder à la signalisation adéquate des travaux ; - Mener des campagnes de sensibilisation pour lutter contre le travail des enfants mineurs ;

Prévention des pollutions et des nuisances	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la collecte, le tri et l'élimination des déchets issus des travaux ; - Impliquer étroitement les services communaux et départementaux dans le suivi de la mise en œuvre des sous – projets - Préparation et mise en œuvre des systèmes de gestion environnementales pour les unités de transformation agroalimentaire et former les populations sur la gestion des déchets des unités agro-alimentaires - Reboiser, restaurer la végétation sur les sites d'emprunts et carrières
Utilisation des pesticides et agrochimiques	<ul style="list-style-type: none"> - former les utilisateurs actuels et futurs à l'usage correct des pesticides ; - sensibiliser les producteurs sur l'utilisation des produits homologués par la convention de Stockholm ; - encourager le port d'équipement de protection individuelle (EPI) ; - informer, sensibiliser sur le caractère très nocif des pesticides sur l'homme et sur l'environnement ; - favoriser l'agriculture bio avec des fertilisants naturels
Conservation de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la capacité des populations sur les techniques agro-sylvopastorales, et sur les risques des pesticides ; - pas d'intervention dans les aires protégées, les réserves et zones de haute valeur de conservation ; - pas d'intervention dans les zones humides d'intérêt écologique et les zones de frayères.
Adaptation aux changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> - promotion des cultures à cycle court tolérantes aux épisodes secs - association des cultures et/ou intégration des plantes de couverture des sols en prévision des risques d'érosion des sols et de lessivage des éléments nutritifs (ex. Manioc avec arachide), - intégration des arbustes de légumineuses dans les champs (agroforesterie), - reboisement des terres dégradées pour faciliter l'infiltration de l'eau et produire des produits non-ligneux forestiers
Mesures de suivi	Surveillance et suivi environnemental et social du Projet Surveillance et suivi des mesures HSE et du SGES par les entreprises
Mesures d'audit	Évaluation du CGES (interne, à mi-parcours et finale) Audit environnemental et social des sous-projets

5.2 Procédure d'analyse et de tri des sous-projets

5.2.1 Identification des sous-projets spécifiques qui nécessiteront un PGES

La mise en œuvre des composantes 1 et 2 du PRODIVAC pourra engendrer des impacts négatifs environnementaux et sociaux et exiger l'application des procédures opérationnelles de sauvegardes environnementale et sociale.

Suivant les résultats de la sélection et de la classification du sous projets, certaines activités des sous Projets pourront faire l'objet ou pas d'une Etude Environnementale et la préparation d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) avant tout démarrage des travaux. Ces outils détermineront plus précisément la nature des mesures à appliquer pour la sous-composante.

5.2.2 Planification et exécution des mesures d'atténuation :

- Etape 1 : Préparation des dossiers de validation des sous projets** à appuyer par le PRODIVAC principalement pour la mise en œuvre de la composante 2 notamment la réhabilitation des

infrastructures structurantes, le Responsable de Passations des Marchés (RPM) et le Spécialiste Suivi-évaluation du Projet vont coordonner la préparation des études techniques des sous projets (identification, procédure de recrutement des bureaux d'études ou des consultants nationaux ou internationaux, etc.).

- b) **Etape 2 : Remplissage du formulaire de sélection et classification environnementale et sociale** dès la finalisation des dossiers techniques, le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du Projet en lien avec le Bureau de Contrôle et les Directions Départementales du Ministère du Tourisme et de l'Environnement (MTE), de la Direction Départementale du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), les services techniques municipaux, départementaux et les autorités coutumières et les organisations non gouvernementales. En plus des impacts environnementaux et sociaux potentiels, les résultats du screening indiqueront également les types de consultations publiques qui ont été menées pendant l'exercice de sélection. Les formulaires complétés seront transmis à l'équipe de coordination du projet qui effectuera la revue en vue de leur transmission à la DGE pour approbation. Sur la base des résultats du screening, la DGE va procéder à une revue complète de la fiche et apprécier la catégorie environnementale proposée. Il faut souligner que le PRODIVAC a été classé en catégorie 2 au regard du Système de Sauvegardes Intégrées de la BAD. De ce fait, seuls les sous-projets de des catégories 2 ou 3 suivant la BAD (équivalent à la catégorie B suivant la réglementation nationale) seront appuyés par le projet.
- c) **Etape 3 : Exécution du travail environnemental** : lorsqu'une EIES n'est pas nécessaire dans ce cas de figure, le SSE et le SSS du Projet consultent la liste des mesures d'atténuation identifiées dans le présent CGES pour sélectionner celles qui sont appropriées pour le sous-projet. Lorsqu'une EIES est nécessaire le SSE et le SSS du Projet effectueront les activités suivantes : préparation des termes de référence pour l'EIES à soumettre à la DGE et à la BAD pour revue et approbation ; recrutement des consultants agréés pour effectuer l'Etude ; conduite des consultations publiques conformément aux termes de référence ; revues et approbation de l'EIES. Les TDR d'une EIES.PGES sont décrits respectivement en Annexes 4 du présent CGES.
- d) **Etape 4: Examen et approbation des NIES et obtention du Certificat de Conformité Environnementale (CCE).** Les rapports d'études environnementales (EIES/PGES) seront soumis à l'examen et à l'approbation de la DGE mais aussi de la BAD. La DGE s'assurera que tous les impacts environnementaux et sociaux ont été identifiés et que des mesures d'atténuation efficaces, réalistes et réalisables ont été proposées dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet. Par la suite, un certificat de conformité environnementale devra être délivré par le ministre en charge de l'environnement.
- e) **Etape 5: Enquêtes publiques – Audience publique ou Consultations publiques.** Les dispositions de la législation nationale en matière l'information et la participation du public doivent être assurées pendant la préparation des études environnementales par les consultants, en collaboration le SSE et SSS du Projet et les organes compétents de la circonscription administrative et de la commune concernée. Cette disposition est en conformité avec les Politiques de la BAD décrivant les exigences de consultation et de diffusion. L'information du public comportera notamment une ou plusieurs réunions de présentation du projet regroupant les autorités locales, les populations, les exploitants, les ONG, etc. Ces consultations permettront d'identifier les principaux problèmes et de déterminer les modalités de prise en compte des différentes préoccupations dans les Termes de Référence de l'EIES à réaliser. Les résultats des consultations seront incorporés dans le rapport de l'EIES et seront rendus accessibles au public.

- f) **Etape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PGES-chantier.** L'intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'Appel d'Offre et d'exécution des travaux devra se faire selon les deux cas de figure suivants :
- Pour les sous-projets ne nécessitant pas un travail environnemental supplémentaire mais uniquement de simples mesures d'atténuation, le SSE et le SSS (avec l'appui du Bureau de Contrôle) du Projet va puiser, dans la liste des mesures environnementales et sociales proposées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), les mesures jugées appropriées pour les inclure dans les dossiers d'appel d'offre et d'exécution ;
 - Pour les sous-projets nécessitant une étude environnementale, le SSE et le SGSS du Projet (avec l'appui du Bureau de Contrôle) vont aider à préparer les TDRs pour le recrutement d'un Consultant devant réaliser cette EIES et inclure les mesures environnementales et sociales proposées par l'EIES dans les dossiers d'appel d'offre et d'exécution. Avant le démarrage des travaux, l'entreprise devrait soumettre un Plan de Gestion environnementale et sociale de chantier (PGES-Chantier) au bureau de contrôle et à l'UCP pour validation. Après validation, ce PGES-Chantier devrait être mis en œuvre conformément aux prescriptions environnementales contenues dans le DAO.
- g) **Etape 7: Suivi environnemental de la mise en œuvre du projet :**
- le suivi environnemental permet de vérifier et d'apprécier l'effectivité, de l'efficacité et de l'efficience de la mise en œuvre des mesures environnementales du PRODIVAC ;
 - la supervision au niveau national sera assurée par le SSE et le SSS du projet en partenariat avec les Spécialistes Désignés des Directions Départementales de l'Environnement (DDE).
 - la surveillance de proximité sera faite par le Spécialiste Environnement du Bureau de Contrôle qui sera recruté par le projet.
 - le suivi externe national sera effectué par la DGE.
 - la supervision locale sera assurée par les collectivités, les Associations locales et les ONG.
 - l'évaluation sera effectuée par des Consultants en environnement (nationaux et/ou internationaux), à mi-parcours et à la fin du projet.

5.3 Clauses contractuelles environnementales et sociales

Des clauses environnementales et sociales seront préparées afin d'aider les personnes en charge de la rédaction de dossiers d'appels d'offres (DAO) et des marchés d'exécution des travaux (cahiers des prescriptions techniques), à intégrer dans ces documents des prescriptions permettant d'optimiser la protection de l'environnement et du milieu socioéconomique.

Les clauses sont spécifiques à toutes les activités pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales. Elles devront être insérées dans les dossiers d'appels d'offres et dans les marchés d'exécution des travaux dont elles constituent une partie intégrante. Les clauses sont développées en détail dans l'Annexe du 3 du CGES.

5.4 Mécanismes/procédures spécifiques au projet

5.4.1 Orientation pour la gestion des forêts et des zones humides

La stratégie d'intervention du PRODIVAC devra tenir compte de la catégorisation suivante des zones, qui devra être réalisées sur la base de l'inventaire et la délimitation des aires protégées et autres zones écologiquement sensible ou les zones où le statut foncier reste à clarifier.

Tableau 7 : Hiérarchisation des zones d'intervention selon les enjeux environnementaux et sociaux

Types de zones	Description et caractérisation	Recommandations
1. Zones vertes	Zones à vocation agricole, piscicole ou pastorale; sans enjeux environnementaux et sociaux majeurs et sans conflits fonciers	Le PRODIVAC devra privilégier ces zones en termes de priorité d'intervention
2. Zones jaunes	Zones mixtes, où il existe des contraintes environnementales et sociales, mais aménageables au plan agricole sous certaines conditions ou exigences environnementales et sociales	Le PRODIVAC devra lever les contraintes et déterminer les exigences environnementales et sociales à respecter avant toute intervention. Le projet est interpellé à impliquer les services techniques départementaux.
3. Zones rouges	- Parcs, réserves, forêts classées - zones humides d'intérêt écologique ou zones de frayères - zones à conflits fonciers ou dont le statut foncier reste à clarifier	À éviter par le Projet PRODIVAC

5.4.2 Orientation pour la gestion des pestes

Dans le cadre du projet PRODIVAC, l'utilisation systématique des produits agrochimiques n'est pas prévue dans le cadre du projet mais et les bénéficiaires identifiés à ce stade pourraient utiliser une quantité marginale de produits agrochimiques, pour répondre à un besoin ponctuel (ex prévention de maladies phyto ou zoologique). Dans ce cas, l'Unité de Coordination du Projet évitera en toute circonstances de procéder à l'achat, au transport et ou à la mise à la disposition des bénéficiaires et partenaires du projet des pesticides prohibés notamment certains organochlorés (DDT, Dieldrine, Endosulfan, Endrine, Etc.).

Dans le cas où un opérateur privé ou une coopérative souhaite développer ses activités au sein du projet et utiliser des produits agrochimiques de manière systémique, il lui sera demandé de préparer et de mettre en œuvre un Plan de gestion des pestes en rapport avec ses activités.

L'UCP travaillera en étroite collaboration avec le Comité de Gestion des Pesticides, si celui-ci est opérationnel ou avec la direction en charge de la lutte phytosanitaire au sein du Ministère de l'Agriculture, le cas échéant.

Cette collaboration portera sur :

- l'identification des produits agrochimiques que le projet sera amené à importer entre autre dans le cadre des activités de la composante 1 et l'obtention de toutes les autorisations nécessaires ;
- la promotion des actions de gestion intégrée des pestes y compris à travers des formations sur l'utilisation de bio-pesticides pour le contrôle des organismes nuisibles, etc.) et dans la sensibilisation au port des équipements de protection individuels (EPI);
- suivi/monitoring de l'utilisation conforme des produits agrochimiques et de la gestion des emballages ayant renfermés ces produits (éviter que ces emballages soient jetés dans la nature ou réutilisés).

5.4.3 Directives pour la gestion de l'Hygiène, Santé et Sécurité

Les opérateurs privés et les coopératives devront se conformer aux exigences des directives du Congo en matière de gestion de l'hygiène, santé et sécurité sur les sites de leurs activités.

Des mesures spécifiques de gestion des déchets solides et liquides, de gestion des produits polluants et des produits dangereux, de prévention des accidents et des incendies devront être préparés dans le cadre d'un Système de Gestion Environnemental et Sociale pour les opérateurs privés dans le cadre d'une étude environnementale telle qu'exigée par la réglementation congolaise. Ce rapport sera aussi validé par la Banque avant tout financement.

Les coopératives désirant conduire des actions de transformation agroalimentaires bénéficieront de formation de la part du Projet afin de mettre en place des mesures similaires dans leurs unités.

5.4.4 Procédures de consultation, de communication et de participation du public

Les mécanismes et procédures pour l'information, la concertation et la négociation à mettre en place devront reposer sur les points suivants : les connaissances sur l'environnement des zones d'intervention du Projet et l'acceptabilité sociale du projet. Les outils et techniques de consultations devront se conformer à une logique de communication éducative et de communication sociale.

a) Processus de consultations publiques

Le processus de consultation publique devra être structuré autour des axes suivants : (i) préparation de dossiers de consultations publiques comprenant les rapports d'étude (rapports d'évaluation environnementale et sociale), descriptif des activités déjà identifiées (localisation, caractéristiques, etc.) et des fiches d'enquêtes ; (ii) missions préparatoires dans les sites de projet et de consultation ; (iii) annonces publiques ; (iv) enquêtes publiques, collecte de données sur les sites de sous-projets et validation des résultats.

b) Diffusion de l'information au public

Pendant tout le cycle du Projet, tous les acteurs et partenaires devront être régulièrement consultés. Le CGES devra être mis à la disposition du public, pour des commentaires éventuels, par la Cellule de coordination du Projet, à travers la presse publique et au cours des réunions de sensibilisation et d'information dans les villes où les activités du Projet seront réalisées. Par ailleurs, le CGES devra aussi être publié dans le site web externe de la Banque Africaine de Développement.

5.4.5 Mécanismes de recueil et de traitement des plaintes

Les activités du projet pourraient susciter des plaintes ou réclamations au sein des populations affectées. Ainsi un mécanisme de gestion des plaintes pour résoudre les conflits et plaintes potentiels a été proposé. Dans le cadre de la mise en œuvre du CGES, un comité de gestion des plaintes sera mis en place et une liste comportant les noms des membres du Comité, leurs adresses et numéros de téléphone, sera établie.

Le mécanisme proposé est le suivant :

a) Enregistrement des plaintes

Au niveau de chaque localité concernée par le projet, il sera déposé un registre de plaintes au niveau des personnes ou structures suivantes :

- le chef de village ;
- la mairie ou arrondissement ;
- l'Unité de Coordination du Projet ;

Ces personnes ou institutions recevront toutes les plaintes et réclamations liées à l'exécution des sous-projets susceptibles de générer des conflits, analyseront et statueront sur les faits, et en même temps, elles veilleront à ce que les activités soient bien menées par le projet dans la localité.

Le mécanisme de gestion des plaintes est subdivisé en trois niveaux :

- niveau local (village ou quartier), localité où s'exécute le sous-projet ;
- niveau intermédiaire (sous-préfecture) ;

b) Composition des comités par niveau

Niveau local :

Le comité local de gestion des plaintes est présidé par l'autorité locale compétente. Il est composé de :

- l'autorité locale ;
- le chef du village ;

- le chef de quartier ;
- la représentante des associations des femmes ;
- le représentant de l'association des jeunes ;
- le représentant d'une ONG locale.

Le comité local se réunit dans les 6 jours qui suivent l'enregistrement de la plainte. Le comité après avoir entendu le plaignant délibère. Il sera informé de la décision prise et notifiée par les membres du comité. Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision alors il pourra saisir le niveau sous- préfectoral.

Niveau intermédiaire ou Sous - préfectoral

Le comité intermédiaire (niveau sous préfectoral) de gestion des plaintes est présidé par le sous-préfet ou le Maire. Il est composé:

- Maire;
- Représentants des services techniques (agriculture, environnement, eaux et forêt);
- Représentant de l'association des femmes ;
- représentant du Comité Local de Gestion des Plaintes.

Le comité sous-préfectoral se réunit dans les 14 jours qui suivent l'enregistrement de la plainte. Après avoir entendu le plaignant, le comité délibère et notifie au plaignant la décision prise. Si le plaignant n'est pas satisfait alors il pourra saisir la justice.

c) Les voies d'accès

Différentes voies d'accès sont possibles pour déposer une plainte

- courrier formel ;
- appel téléphonique ;
- envoi de message téléphonique ;
- courrier électronique ;
- contact via site internet du projet.

d) Mécanisme de résolution à l'amiable

Toute personne se sentant lésée dans la mise en œuvre du projet pourra déposer, dans sa localité, une requête auprès des instances et personnes ressources citées ci-dessus qui analysent les faits et statuent. Si le litige n'est pas réglé, il est fait recours au Préfet. Cette voie de recours (recours gracieux préalable) est à encourager et à soutenir très fortement. Si le requérant n'est pas satisfait, il peut saisir la justice.

e) Recours à la justice

Le recours à la justice est possible en cas d'échec du règlement à amiable. Mais, c'est souvent une voie qui n'est pas recommandée pour le projet car pouvant constituer une voie de blocage et de retard dans le déroulement planifié des activités.

VI. CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE DU PCGES

6.1 Dispositions d'exécution du projet

La gestion et la coordination du PRODIVAC seront assurées par la Cellule d'exécution du PADEC/PACIGOF qui sera renforcée pour les besoins du projet. Cette cellule dispose de capacités adéquates et d'une expérience avérée de la gestion administrative et fiduciaire et la coordination des projets de la Banque et d'autres partenaires financiers. Ce dispositif permettra d'accélérer le démarrage du projet et de réaliser des gains d'efficacité et des synergies opérationnelles en termes de méthodes, approches et outils, et de certaines activités communes.

La mise en œuvre du PRODIVAC reposera principalement sur l'approche de « faire-faire » par des prestataires de services et des opérateurs privés, recrutés par voie compétitive et sur la base des contrats de performance. Les activités des composantes 2 et 3 seront mises en œuvre pour une grande part par le renforcement des services techniques (Institut de recherche agronomique, les Centres de démonstration et de technologies agricoles et d'élevage les centres de vulgarisation des technologies agricoles et d'élevage; Directions de l'entretien routier) les services techniques déconcentrés du Ministère et les Collectivités locales dans leurs fonctions pérennes via des conventions et des contrats de performance.

La cellule conjointe PADEC/PACIGOF/PRODIVAC sera renforcée par le recrutement compétitif du personnel suivants: (i) un(e) coordinateur/trice adjoint du PRODIVAC; (ii) Agrobusiness et développement des partenariats publics-privés; (iii) entrepreneuriat des jeunes; (iv) infrastructures rurales; (v) genre et structuration des organisations paysannes; (vi) systèmes de production; (vii) responsable adjoint de la passation des marchés; et (x) du personnel de support (comptable, administration, et trois chauffeurs). Pour une gestion et suivi de la mise en œuvre de proximité, le PRODIVAC aura cinq antennes départementales du Projet seront établies pour couvrir les départements du Pool (Pool Nord et Pool Sud), Plateaux, Bouenza et Brazzaville.

La cellule de Coordination du Projet PRODIVAC sera chargée de la mise en œuvre opérationnelle du projet. Elle aura la charge de (i) la coordination des activités du Projet, ainsi que les fonctions relatives aux mesures de sauvegarde environnementale et sociale (des spécialistes en sauvegarde environnemental et sociale sont déjà en place) ; (ii) le reporting, le suivi et l'évaluation ; (iii) la relation entre les différentes agences d'exécution et départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre du Projet ; (v) la communication sur le Projet ; et (vi) la coordination des audits.

Le suivi et évaluation du PRODIVAC comprendra: (i) des études quantitatives et qualitatives (*ex ante*) d'impacts qui permettront de construire des matrices d'impacts et les trajectoires des changements; (ii) un suivi interne permanent des activités suivant un dispositif simple et fiable (digital) de collecte des informations; (iii) des auto-évaluations participatives avec la forte implication des acteurs directs et des parties prenantes; (iv) des missions de supervision et des évaluations externes ponctuelles suivant les besoins identifiés par les missions de supervision et les parties prenantes; (v) une revue à mi-parcours effectuée conjointement par la Banque et le Gouvernement à la fin de la troisième année; et (vi) une évaluation terminale et étude d'impacts à la fin du projet pour aider à la préparation du rapport final du projet et informer la mission d'achèvement.

6.2 Rôles et responsabilité dans la mise en œuvre du CGES au Projet

Tableau 8 : Acteurs et Responsabilités dans la gestion environnementale et sociale du projet

Acteurs	Responsabilités
Unité de Coordination du Projet Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSE et le SSS)	<ul style="list-style-type: none"> Remplir les fiches de sélection environnementale et sociale et procéder à la détermination des catégories environnementales appropriées, en collaboration avec la DGE; Superviser la réalisation des éventuelles EIES et le programme de formation/sensibilisation ; Effectuer également le choix des mesures d'atténuation appropriées pour les sous-projets de catégorie 3; Assurer la coordination du suivi des aspects environnementaux et sociaux et l'interface avec les autres acteurs, Coordonner la mise en œuvre des Programmes d'Information, Éducation et de Sensibilisation auprès des collectivités locales bénéficiaires des travaux d'infrastructures afin d'informer sur la nature des travaux et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre des activités du projet.
Antennes départementales de l'UCP (Pool Nord et Pool Sud), Plateaux, Bouenza et Brazzaville	<ul style="list-style-type: none"> Préparer le Plan de travail en collaboration avec l'UCP, Mettre en œuvre les programmes annuels d'activités approuvés par l'UCP, Mettre en œuvre le suivi-évaluation, la gestion administrative et financière, le budget annuel par composante, les prévisions de décaissement sur le fonds de subvention,
DGE	<ul style="list-style-type: none"> Examiner et Approuver la classification (catégorisation) environnementale et sociale des sous-projets ; Valider et Approuver les TDRs et les Constats d'impact environnemental et social et Effectuer le suivi externe.
Directions Départementales des affaires sociales, du foncier, Associations et ONG	<ul style="list-style-type: none"> Participer au remplissage du formulaire de screening ; Suivre les aspects environnementaux et sociaux des activités
Directions Départementales des Mines (MIM)	<ul style="list-style-type: none"> Gérer les carrières et zones d'emprunts et délivrer les autorisations d'exploitation nécessaires
Les Entreprises contractantes (PME)	<ul style="list-style-type: none"> Exécuter les mesures environnementales et sociales et respecter les directives et autres prescriptions environnementales contenus dans les marchés de travaux Préparer et mettre en œuvre leurs propres PGES -Chantier (PGESC). (recrutement obligatoire d'un Responsable Hygiène-Sécurité-Environnement).
Consultants (consultant individuel ou Bureaux d'études et de contrôle) et les ONG spécialisées	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le contrôle de l'effectivité et de l'efficience de l'exécution des mesures environnementales et sociales et du respect des directives et autres prescriptions environnementales contenues dans les marchés de travaux ; Assurer le suivi de la mise en œuvre des PGES-C, en ayant dans leur équipe un superviseur spécialisé en Hygiène-Sécurité-Environnement.
Les collectivités locales, les organisations locales de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> Participer au suivi de proximité de la mise en œuvre des recommandations du PGES, surtout à l'information et la sensibilisation des populations.

6.3 Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale des acteurs clés

Tableau 9: Synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du projet

Acteurs clés	Capacités		Propositions
	Atouts	Limites	
UCP	Il est prévu de s'appuyer sur l'UCP des projets PADEC/PACIGOF en cours d'exécution. Le SSE et SSS sont déjà en place et connaissent bien les procédures de sauvegarde	Le PRODIVAC viendra s'ajouter aux autres projets et augmentera la charge de travail de l'équipe de sauvegarde	Prévoir le recrutement d'un expert en Sauvegarde environnementales et sociales dans chaque département Prévoir le renforcement des capacités
Départements	Existence des services Techniques y compris dans le suivi environnemental	- capacités limitées dans la supervision environnementale	-Former les cadres des directions techniques impliquées dans le projet dans chaque département district dans le domaine de l'environnement, sur la législation nationale et les SO de la BAD, le suivi de la mise en œuvre des PGES.
Unités de production, organisation des femmes et des jeunes, bénéficiaires	- bonne capacité de mobilisation	-ignorance des exigences de santé, hygiène et sécurité des travailleurs	Renforcement des capacités dans l'utilisation des EPI et dans les réglementations en place en HSS.

Dans son ensemble la fonction environnementale et sociale nécessite d'être renforcée au sein de ces institutions pour garantir la durabilité des activités du Projet PRODIVAC.

Pour atteindre ce but, des mesures d'appui institutionnel et technique, de formation et de sensibilisation pour renforcer les capacités des structures et des ressources humaines devront être mise en place.

Elles viseront à : (i) rendre opérationnelle la stratégie de gestion environnementale du Projet PRODIVAC; (ii) favoriser l'émergence d'une expertise locale et des professionnels en gestion environnementale et sociale; (iii) élever le niveau de conscience professionnelle et de responsabilité des employés dans les entreprises de production; (iv) protéger l'environnement urbain et rural, la santé et la sécurité des populations bénéficiaires.

6.4 Indicateurs de performance environnementale et sociale

Les indicateurs sont des paramètres dont l'utilisation fournit des informations quantitatives ou qualitatives sur les impacts et les bénéfices environnementaux et sociaux du Projet. Les indicateurs servent, d'une part, à la description, avec une exactitude vérifiable, de l'impact généré directement ou indirectement par les activités des composantes opérationnelles et, d'autre part, à la mise en exergue de l'importance de l'impact. Ils fournissent une description sommaire des états et des contraintes et permettent d'observer le progrès réalisé ou la dégradation subie dans le temps ou par rapport à des cibles. Ils révèlent des tendances passées et servent, dans une certaine mesure, d'instruments de prévision. En tant que tel, ils constituent une composante essentielle dans l'Evaluation Environnementale et Sociale du Projet.

a) Indicateurs d'ordre stratégique à suivre par le projet comprendront les indicateurs suivants mais ne seront pas limités à ceux-ci seulement :

- % des sous projets ayant fait objet de sélection environnementale ;
- Nombre de rapport de suivi environnemental et social élaborés ;

- % des acteurs formés dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de formation/sensibilisation sur le CGES, PGES, SGES...

b) Indicateurs spécifiques à suivre par les Spécialistes en sauvegardes environnementales et sociales comprendront :

- % ou nombre des contrats avec des entreprises comportant des clauses environnementales dans les dossiers d'exécution ;
- % ou nombre de sous-projets passés au Screening ;
- % ou nombre de EIES réalisés et de PGES mis en œuvre ;
- % ou nombre de personnes formées sur le CGES ;
- Nombre de séances de formation organisées sur l'équité genre, l'autonomisation des femmes et des jeunes et % de personnes appliquant les thématiques reçues ;
- nombre de séances de formation sur les pesticides, les bio-pesticides et la gestion intégrée des pestes et % de personnes appliquant les thématiques reçues ;
- nombre de séances de sensibilisation sur les maladies sexuellement transmissibles, le VIH/SIDA, Ebola... ;
- % d'opérateurs privés ayant préparé et mettant en œuvre un SGES ;
- % de coopératives respectant les mesures d'hygiène et de sécurité ;
- % d'entreprises disposant d'un PGES Chantier ;
- % des plaintes enregistrées et traitées ;
- % des ouvriers avec EPI;
- % de personnel accidentés lors des travaux ;
- % de personnes employées localement;
- % d'acteurs locaux impliqués dans le suivi.

VII. CALENDRIER ET BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PCGES

7.1 Echancier de mise en œuvre du PCGES

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités environnementales et sociales du projet s'établira comme suit (sur les 6 années du PRODIVAC):

Tableau 10 : Calendrier de mise en œuvre du PCGES

Activités	Période de réalisation du PRODIVAC					
	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6
Études et mesures de renforcement techniques :						
Préparation et mise en œuvre des EIES et de PGES						
Élaboration d'un manuel de suivi évaluation environnemental et social						
Elaboration d'un manuel de référence pour un SGES pour chaque chaîne de valeur						
Mesures de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement						
• Restauration du couvert végétal (zones d'emprunts)						
• Protection des habitats naturels (zones humides et forêts)						
Surveillance, inspections, suivi et évaluation						
• Surveillance de la qualité de l'eau						
• Surveillance du couvert végétal						
Suivi et production de rapports des composantes environnementales et sociales						
Évaluation à mi-parcours et finale du CGES						
Formation, information et sensibilisation						
Renforcement de l'expertise environnementale et sociale						
Renforcement du suivi environnemental et social						
Campagnes de sensibilisation						

7.2 Budget de mise en œuvre du PGES

Les coûts des mesures de gestion environnementale et sociale du projet s'élèvent à la somme de 374 000 000 FCFA soit environ \$ US 593 650 comme l'indique le tableau ci-après:

Tableau 11 : cout du PCGES

Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
Études et mesures de renforcement techniques				
• Provision pour la préparation et la mise en œuvre des EIES et PGES	Par département	3	20 000 000	60 000 000
• Provision pour la préparation d'un manuel de suivi environnemental et social		2	50 000 000	50 000 000

<ul style="list-style-type: none"> Provision pour la préparation d'un manuel de référence pour un système de gestion environnemental et social des unités de transformations pour chaque chaîne de valeurs 				
Mesures de gestion des ressources naturelles				
<ul style="list-style-type: none"> Restauration du couvert végétal et protection des habitats naturels 		3	10 000 000	30 000 000
Surveillance, suivi et évaluation				
<ul style="list-style-type: none"> Surveillance périodique de la qualité de l'eau dans chaque département 		12	3 750 000	45 000 000
<ul style="list-style-type: none"> Surveillance périodique du couvert forestier dans chaque département 		6	5 000 000	30 000 000
<ul style="list-style-type: none"> Supervision et rapportage sur la mise en œuvre des PGES, NEIS 		12	2 000 000	24 000 000
<ul style="list-style-type: none"> Évaluation à mi-parcours finale du CGES 		2	15 000 000	30 000 000
Formation en Gestion Environnementale et Sociale				
Renforcement de l'expertise environnementale et sociale <ul style="list-style-type: none"> Législation et procédures sociales et environnementales nationales Politiques de Sauvegarde de la BAD Suivi des mesures environnementales Normes hygiène, santé, sécurité et prévention incendies Gestion intégrée des pestes, bio-pesticides et normes de gestion des pesticides 	Atelier national	1	15 000 000	15 000 000
Renforcement du suivi environnemental <ul style="list-style-type: none"> Législation et procédures environnementales nationales Suivi des mesures environnementales Suivi normes hygiène et sécurité Gestion des pesticides, Autonomisation du genre 	Ateliers pour les services techniques départementaux et ONG présente dans la zone d'étude	3	5 000 000	15 000 000
Mesures d'Information et Sensibilisation				
<ul style="list-style-type: none"> Campagnes d'information et de sensibilisation sur les enjeux environnementaux et sociaux ; la gestion foncière, l'utilisation de l'eau ; etc.) Sensibilisation sur la sécurité et l'hygiène lors des travaux et lors de la transformation des produits ; valorisation des déchets de transformation agricole... Sensibilisation sur les VIH/IST, Ebola... Mécanisme de gestion des plaintes 	Une campagne par département par an	12	5 000 000	60 000 000
<ul style="list-style-type: none"> Campagne de sensibilisation sur l'utilisation et la gestion des produits phytosanitaires homologués 			5000000	15 000 000
Total francs CFA				374 000 000
Total USD				593,650

VIII. CONSULTATIONS PUBLIQUES

8.1 Objectif

L'objectif général des consultations publiques est d'assurer la participation des communautés locales et des peuples autochtones au processus d'évaluation environnementale et sociale du projet, mais également celle des acteurs institutionnels tant au niveau central qu'à l'échelon départemental et local. Plus spécifiquement, les consultations visent à : (i) informer les acteurs sur le projet et ses activités prévues et leurs impacts au plan environnemental et social ; (ii) permettre aux acteurs à la base de s'exprimer librement et d'émettre leurs avis sur le projet ; (iii) identifier et recueillir les préoccupations et craintes des populations et des acteurs vis-à-vis du projet, ainsi que leurs suggestions et recommandations quant à sa mise en œuvre.

8.2 Méthodologie

Les consultations publiques avec les communautés locales à la base fondées sur le respect du « droit des populations à l'information », se sont déroulées dans la zone d'influence direct du projet. Ainsi, les communautés locales et les populations autochtones, des représentants de la société civile, groupements et association de producteurs évoluant dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage et la pêche ont été consultés dans différents départements (Pool, des Plateaux, spécifiquement dans les centres urbains et villages d'Etsouali, Ngo, Djambala, Gamboma, Ollombo, Oyo, Tikapika et Odziba). Dans ces circonscriptions administratives, les acteurs institutionnels consultés ont concerné pour l'essentiel les Directions départementales de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Intégration féminine, et les chefs de secteur agricole.

Ces rencontres et consultations ont procédé par la présentation du projet et des études environnementales et sociales à réaliser (CGES, PGES...). L'approche méthodologique adoptée lors des consultations publiques et des rencontres institutionnelles avec les acteurs reposait principalement sur *l'entretien semi-structuré*. Ces rencontres d'information, d'échange et de discussion autour des activités prévues par le PRODIVAC, et les impacts positifs et négatifs pouvant en découler, ont permis aux différents acteurs concernés de donner librement leurs avis sur le projet, de partager leurs préoccupations et craintes majeures, de formuler les suggestions et recommandations dans le cadre de sa mise en œuvre.

8.3 Points discutés

Les consultations avec les communautés locales à la base se sont articulées autour des principaux points suivants :

- Avis sur le projet
- Informations sur la coopérative et ses activités
- Productions vivrières et en particulier la culture du manioc
- Patrimoine historique et culturel et leur interaction avec le projet
- Tenure foncière
- Gestion des conflits
- Groupes vulnérables
- Prise en compte du genre dans les activités.

8.4 Synthèse des consultations des populations locales

8.4.1 Avis sur le projet

Les populations des communautés locales consultées sont favorables au projet et sont satisfait de voir leurs revenus augmenter avec sa mise en œuvre. D'une manière générale, les acteurs des communautés à la base perçoivent le projet sous l'angle de la lutte contre la pauvreté en faveur dans les zones éloignées de la capitale et qui semblaient être oubliées par le gouvernement. D'aucuns soutiennent que le projet a permis

de confirmer l'égalité de chance entre homme et femme quant à l'accès aux différents appui fournis par le projet, mais aussi aux infrastructures et équipements (pistes, marchés, magasins, etc.) réalisés dans les villages.

8.4.2 Préoccupations et craintes

Les principales contraintes identifiées par les populations des communautés locales consultées sont :

- Manque d'infrastructures de conservation et de transformation des productions (marché, magasin de stockage)
- Dégradation des pistes de production
- Attaques des cultures par les insectes et rongeurs nuisibles
- Insuffisance du matériel, équipements et intrants de production
- Insuffisance des financements
- Difficultés en matière de maîtrise de l'eau et de mise en place d'un système d'irrigation
- Inondation des parcelles en hivernage avec le débordement des eaux de la rivière Loubomo
- Absence de latrines sur le site aménagé
- Divagation des animaux
- Surproduction sur le marché local entraînant la mévente des produits
- Concurrence des œufs importés qui coutent moins chers sur les marchés locaux
- L'option de ne financer que des groupements et non des individualités alors que certaines personnes produisent plus que ces groupements même ;
- Dépendance des agriculteurs par rapport à la pluviométrie
- Contraintes d'obtention des équipements et de matériels agricoles et pêche
- Contraintes pour le développement de la pisciculture (destructions d'habitats, capture d'alevins, techniques de pêche non conformes, ensablement des eaux, etc.)
- Contraintes liées aux infrastructures de stockage de produits halieutiques
- Nécessité de mettre en place des unités de fabrication d'aliments de bétail
- Difficultés d'accès à la terre (cherté de la location, investissements non sécurisés) liées au mode de tenure foncière basé sur le droit coutumier
- Risques de conflits fonciers entre producteurs et propriétaires terriens
- Risques de dégradation de site culturelle (monuments, stèles, montagnes, etc.).

8.4.3 Suggestions et recommandations :

Au cours des consultations avec les communautés locales à la base, les principales suggestions et recommandations suivantes ont été formulées par les populations :

- Appuyer les producteurs en moyens de transport (intrants, matériels et productions), de conservation et de transformation des produits
- Réhabiliter les pistes dégradées dans les zones enclavées
- Appuyer les producteurs dans l'acquisition de matériels, équipements et intrants agricoles
- Renforcer le suivi technique des activités agricoles par un encadrement régulier de proximité
- Clôturer les parcelles avec du grillage de protection contre les animaux en divagation
- Appuyer la mécanisation agricole notamment pour les travaux de préparation du sol
- Renforcer les capacités techniques des producteurs (production, transformation, etc.)
- Appuyer le développement de l'aviculture et organiser la filière
- Faciliter l'acquisition (exonération par exemple) de matériel et matière première dans l'aviculture une des taxes sur le matériel importé d'élevage
- Aider les producteurs à acquérir les semences améliorées et adaptées au milieu
- Appuyer les activités agricoles de subsistance (agriculture et petit élevage) des populations autochtones et tenir compte de leur patrimoine culturel

- Former et sensibiliser les producteurs agricoles pour l'utilisation de pesticides
- Doter les agriculteurs de protection individuelle dans l'utilisation des pesticides
- Réaliser des infrastructures hydrauliques (forage, château d'eau, réseau d'adduction, etc.)
- Appuyer la réalisation d'infrastructures d'élevage (magasins de stockage d'aliments de bétail)
- Réaliser des unités de fabrication d'aliments de bétails et installer des points de dépôt d'aliments de bétails
- Appuyer la réalisation d'infrastructures de pêche (chambre froide, débarcadère, quai de pêche, etc.)
- Former les exploitants des étangs piscicoles en techniques de transformation et de conservation des poissons
- Tenir compte du contexte des changements climatiques qui prévaut maintenant et initier des mesures d'adaptation
- Consolider les acquis du projet sur la prise en compte des questions de genre
- Augmenter le nombre de groupements bénéficiaires et financer les producteurs individuels.

8.5 Synthèse des rencontres institutionnelles

8.5.1 Point discutés

Les consultations avec les acteurs institutionnels ont porté sur des principaux points suivants :

- Avis sur le projet
- Potentialités et contraintes en matière d'agriculture, élevage et pêche
- Enjeux environnementaux et sociaux en rapport avec le projet
- Principales activités menées (types, productions, rendements, etc.)
- Principales contraintes liées aux activités de production et aux infrastructures d'appui (typologie, nombre, état, etc.) à la production dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et la pêche
- Contraintes environnementales liées à la production (déboisement, qualité des sols, ressources en eau, climatologie, engrais, pesticides, conflits agriculture/élevage)
- Contraintes environnementales liées à la pêche (types de matériels, repos biologique, etc.)
- Principales infrastructures d'appui (voies d'eau, débarcadères, structures de conservation, transformation poisson, fumage, etc.)
- Contraintes environnementales et sociales liées aux pistes rurales
- Prise en compte du genre dans les activités d'agriculture, d'élevage et de pêche
- Préoccupations et craintes sur le projet
- Suggestions et recommandations sur le projet.

8.5.2 Avis sur le projet

De l'avis général des acteurs institutionnels rencontrés au niveau central, le PRODIVAC semble être un projet innovant dans le développement de l'agriculture, l'élevage de volaille et la pisciculture eu égard aux techniques agricoles climato-intelligentes qu'elle souhaite mettre en place et à la production des aliments pour la volaille qui manque grandement dans la région. Le projet va contribuer au désenclavement du milieu rural, l'amélioration des rendements de la production du manioc et du maïs, l'appropriation des techniques améliorées, ce qui va permettre de générer des revenus additionnels pour les populations des communautés locales. Le projet va également contribuer à la valorisation des ressources aquacoles et avicoles, améliorant sensiblement l'accès aux protéines animales pour les communautés locales. Le PRODIVAC répond parfaitement aux enjeux d'autosuffisance et de réduction de la pauvreté dans les communautés locales grâce à la valorisation du potentiel en eau, terre et de ressources humaines.

Pour les acteurs institutionnels rencontrés au niveau local, le PRODIVAC est à soutenir parce qu'il permet la création d'emplois pour les jeunes et les femmes ainsi que la réhabilitation de pistes et d'infrastructures marchandes. À terme le projet permettra au Congo de réduire les importations de denrées

alimentaires qui se chiffrent à 500 milliards FCFA par an. La disponibilité de potentialités (terre, beaucoup d'eau, deux saisons des pluies, pâturage et présence d'acteurs) est un atout pour le projet.

8.5.3 Préoccupations et craintes

L'ensemble des acteurs institutionnels rencontrés au niveau central et au niveau départemental et local ont formulé des préoccupations en rapport avec les objectifs du projet, dont les principales sont les suivantes :

- Impacts du changement climatique (retard des pluies, baisse de la pluviométrie, perturbations du calendrier cultural, baisse des productions et rendements, etc.)
- Retard dans la mise à disposition des fonds
- Insuffisance du matériel, équipements et intrants
- Cherté des couts de productions pour l'aviculture (aliments et les produits vétérinaires)
- Manques d'infrastructures d'élevage (abattoirs de qualité)
- Difficultés de commercialisation des œufs dues à la forte concurrence des pays limitrophes et des importations européennes
- Dégradation des pistes réhabilitées et difficultés d'entretien à cause de la forte pluviométrie
- Dégradation des terres due aux pratiques de l'agriculture sur brûlis
- Faiblesse des rendements agricoles à cause des nuisibles sur les cultures
- Faible intégration entre agriculture et élevage
- Érosion et ensablement des lits du fleuve
- Faiblesse des capacités environnementales et sociales des acteurs institutionnels
- Nombre important d'EIES à réaliser (sous-composantes) qui grève le budget du projet
- Faible implication des directions départementales dans le suivi du projet
- Faiblesse de l'appui à la pisciculture
- Faiblesse des moyens et des capacités organisationnelles des groupements de femmes
- Manque de dynamique du mouvement coopératif
- Difficultés d'accès à la terre liées au droit coutumier appliqué par les propriétaires fonciers, ce qui ne sécurise pas les investissements du projet

8.5.4 Suggestions et recommandations

De la synthèse des rencontres avec les acteurs institutionnels, il ressort les principales suggestions et recommandations suivantes :

- Appuyer la mécanisation des travaux (préparation du sol, récolte, etc.)
- Relancer le programme banane, cacao et café
- Appuyer la mise en place de pépinières et la production de semences améliorée
- Encourager les communautés à faire l'agriculture et l'élevage dans les zones aménagées
- Développer les cultures fourragères pour l'élevage
- Développer des systèmes intégrés agro-pastoraux (parcage des animaux dans les parcelles agricoles après récolte)
- Appuyer la recherche agronomique sur les variétés adaptées et la lutte contre les nuisibles (protocoles de recherche-développement avec Inra et Agri-Congo)
- Renforcer les producteurs en matériels et équipements de production
- Appuyer la relance et la modernisation de la pisciculture (cages flottantes, et enclos piscicoles, aménagement d'étangs, etc.) avec l'appui du Centre de Développement de la Pisciculture et l'Aquaculture
- Appuyer activités de suivi et de surveillance épidémiologique (santé animale)
- Faciliter l'implantation d'une pharmacie vétérinaire à Madingou
- Appuyer la mise en place d'unités locales de fabrication d'aliment de bétail
- Réaliser des infrastructures et équipements marchands (marchés, abattoirs, chaîne de froid, etc.)
- Installer d'unités de conservation et de transformation des produits (agriculture, élevage, pêche)

- Poursuivre la construction et la réhabilitation de pistes rurales
- Mener les EIES et impliquer les autorités locales avant les travaux de construction de piste
- Lutter contre les nuisibles du maïs, manioc,
- Renforcer la formation technique des agriculteurs (entretien et traitement des cultures)
- Assurer un appui institutionnel (logistique, matériel informatique, etc.) aux structures chargées du suivi des activités du projet (Directions départementales et secteurs agricoles)
- Impliquer les directions départementales dans le choix des bénéficiaires directs du projet et le suivi
- Renforcer la formation des directions départementales et secteurs en suivi environnemental et social
- Lutter contre la pollution des eaux (rivières, nappes) par les déchets industriels et produits chimiques
- Tenir compte du genre dans la main d'œuvre des travaux (HIMO) de constructions d'infrastructures
- Impliquer les conseils de concertation villageois dans les activités de sensibilisation
- Appuyer la collecte de statistiques sur les activités de production du projet, la recherche de données climatologiques et accompagner la diffusion de l'information auprès des acteurs à la base.

8.6 Intégration des recommandations dans le CGES

Toutes les recommandations formulées ont été prises en compte aux niveaux suivants : (i) dans les listes des mesures d'atténuation; (ii) dans la procédure de sélection environnementale et sociale; (iii) dans les programme de renforcement des capacités (formation et sensibilisation) et (iv) dans le plan de suivi et les arrangements institutionnel.

CONCLUSIONS

Les activités prévues dans le cadre du Projet PRODIVAC apporteront des avantages environnementaux, sociaux et économiques certains aux populations dans la zone d'intervention. Ces impacts positifs se manifesteront en termes d'amélioration des pratiques agricoles durables, d'amélioration des revenus des bénéficiaires, de réduction de la vulnérabilité des ménages bénéficiaires, de satisfaction des besoins alimentaires immédiats des bénéficiaires ainsi que de création d'emploi d'amélioration des capacités.

Quant aux impacts négatifs potentiels, ils se résument principalement aux risques de pollution et de dégradation de l'eau, de l'air, à la perte de végétation due aux déboisements, à la disparition de certaines espèces aquatiques par utilisation d'engins non conventionnels de pêche, aux risques de conflits et de violences Sexuelles Basées sur le Genre.

Le déclenchement de la politique opérationnelle SO1 du Système de Sauvegardes Intégrés de la Banque Africaine de Développement, et des politiques et lois nationales en matière environnementale et sociale, a rendu nécessaire le présent CGES assortie d'un PCGES destiné à guider la préparation de PGES afin de prendre en charge les impacts négatifs induits par le Projet PRODIVAC sur l'environnement et les populations. Les mesures préconisées contribueront à minimiser les impacts négatifs liés à la mise en œuvre des activités du projet et à bonifier les impacts positifs y relatifs.

Ce Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) inclut les éléments clefs de la gestion environnementale et sociale de mise en œuvre et de suivi des mesures, les responsabilités institutionnelles et le budget. Le PCGES inclut également des mesures de renforcement institutionnelles et techniques ; des mesures de formation et de sensibilisation ; des bonnes pratiques en matière de gestion environnementale et des déchets ; une provision pour la réalisation et la mise en œuvre des PGES et le Suivi/Evaluation des activités du projet.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aide-Mémoire - Mission de préparation du PRODIVAC
- Document de Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Centre National de la Statistique et des Études Économiques du Congo ci-joint P 18
- Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP 2008-20010, Comité National de lutte contre la pauvreté/STP/Ministère du plan et de l'Aménagement du territoire, République du Congo
- Manuel d'Évaluation Environnementale. Vol.1 : Politiques, procédures et questions intersectorielles ; Banque Mondiale / Secrétariat francophone de l'Association Internationale pour l'Évaluation d'Impacts ; Montréal, 1999
- La Nouvelle Espérance, Projet de Société du Président de la République du Congo
- la loi n° 37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées ;
- la loi n° 003/91 du 23 avril 1991, portant protection de l'environnement ;
- la loi n° 16- 2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier ;
- la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003, portant code de l'eau ;
- la loi n° 5-2011 du 25 février 2011, portant promotion et protection des droits des peuples autochtones.
- la loi n° 17-2000 du 30 décembre 2000 sur le régime de la propriété foncière ;
- la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004, portant code du domaine de l'État ;
- la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004, fixant les principes généraux applicables au régime domanial et foncier ;
- la loi n° 11-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- la loi n° 25-2008 du 22 septembre 2008, portant régime agro-foncier ;
- la loi n°43-2014 du 10 octobre 2014 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.
- décret n° 2002-437 du 31 décembre 2002, fixant les conditions de gestion et d'utilisation des forêts ;
- décret n° 2006-255 du 28 juin 2006, portant institution, composition et fonctionnement d'un organe ad hoc de reconnaissance des droits fonciers coutumiers.

IX. ANNEXES

Annexe 1. Formulaire de sélection environnementale et sociale

Le présent formulaire de sélection a été conçu pour aider dans la sélection initiale des activités du PRODIVAC devant être exécutés sur le terrain. Le formulaire a été conçu afin que les impacts environnementaux et sociaux et les mesures d'atténuation y relatives, s'il y en a, soient identifiés et/ou que les exigences en vue d'une analyse environnementale et sociale plus poussée soient déterminées.

Formulaire de sélection environnementale et sociale		
1	Nom de la localité où l'activité sera réalisée	
2	Nom, fonction, et informations sur la personne chargée de remplir le présent formulaire.	
Date:		Signatures:

PARTIE A : Brève description de l'activité proposée

Fournir les informations sur (i) le projet proposé (superficie, terrain nécessaire, taille approximative de la surface totale à occuper) ; (ii) les actions nécessaires pendant la mise en œuvre des activités et l'exploitation du projet.

Partie B : Brève description de la situation environnementale et sociale

1. L'environnement naturel

(a) Décrire la formation du sol, la topographie, la végétation de l'endroit/adjacente à la zone d'exécution du projet

(b) Faire une estimation et indiquer la végétation qui pourrait être dégagée

(c) trouve-t-on des zones sensibles sur le plan environnemental ou des espèces menacées d'extinction dans la zone du projet ? Oui__Non__

Si oui indiquer leurs emplacements :

2. Écologie des rivières et des lacs

Est-il possible que, du fait de l'exécution et de la mise en service du sous-projet, l'écologie des rivières ou des lacs pourra être affectée négativement. Oui__Non__

3. Aires protégées

La zone se trouvant autour du site du sous-projet se trouve-t-elle à l'intérieur ou est-elle adjacente à des aires protégées quelconques tracées par le gouvernement (parc national, réserve nationale, site d'héritage mondial, etc.)? Oui____Non__

Si l'exécution/mise en service du sous-projet s'effectuent en dehors d'une aire protégée (ou dans ses environs), sont-elles susceptibles d'affecter négativement l'écologie de l'aire protégée (exemple : interférence les routes de migration de mammifères ou d'oiseaux)? Oui____Non

4. Géologie et sols

Trouve-t-on des zones de possible instabilité géologique ou du sol (prédisposition à l'érosion, aux glissements de terrains, à l'affaissement)? Oui _____ Non _____

5. Paysage/esthétique

Est-il possible que les travaux affectent négativement l'aspect esthétique du paysage local?

Oui _____ Non _____

6. Site historique, archéologique ou d'héritage culturel.

Sur la base des sources disponibles, des consultations avec les autorités locales, des connaissances et/ou observations locales, le projet pourrait-il altérer des sites historiques, archéologiques ou d'héritage culture ou faudrait-il faire des fouilles tout près ?

Oui _____ Non _____

7. Pollution par bruit pendant l'exécution et la mise en œuvre du projet

Le niveau de bruit pendant la mise en œuvre du projet concerné va-t-il dépasser les limites de bruit acceptables? Oui _____ Non _____

8. Déchets solides ou liquides

L'activité concernée va-t-elle générer des déchets solides ou liquides? Oui _____ Non _____

Si la réponse est oui, le projet dispose-t-il d'un plan pour leur ramassage et leur évacuation? Oui _____ Non _____

9. Consultation du public

Lors de la préparation et la mise en œuvre du projet, la consultation et la participation du public ont-elles été recherchées? Oui _____ Non _____

10. Compensation et ou acquisition des terres/restriction d'accès aux ressources naturelles

L'acquisition de terres ou la perte, le déni ou la restriction d'accès au terrain ou aux autres ressources économiques seront-ils le fait de la construction ou réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement proposé? Oui _____ Non _____

11. Perte de terre : La construction ou la réhabilitation d'infrastructures proposée provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de terre ? Oui _____ Non _____

12. Perte de bâtiment : La construction ou la réhabilitation d'infrastructures provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de bâtiment ? Oui _____ Non _____

13. Pertes d'infrastructures domestiques : La construction ou la réhabilitation d'infrastructures provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire d'infrastructures domestiques ? Oui _____ Non _____

14. Perte de revenus : La construction ou la réhabilitation d'infrastructures provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de revenus ? Oui _____ Non _____

15. Perte de récoltes ou d'arbres fruitiers : La construction ou la réhabilitation d'infrastructures provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de récoltes ou d'arbres fruitiers? Oui _____ Non _____

Partie C : Mesures d'atténuation

Pour toutes les réponses « Oui », les Experts en Sauvegarde Environnementale et Sociale du Projet, en consultation avec les institutions techniques locales, en particulier celles qui sont chargées de l'environnement, devraient décrire brièvement les mesures d'atténuation prises à cet effet.

Partie D : Classification du projet et travail environnemental

Projet de type : A ☐ B ☐ C ☐

Travail environnemental nécessaire :

Pas de travail environnemental ☐

Simple mesures de mitigation ☐

Étude d'Impact Environnemental ☐

Partie E : travail social nécessaire

Pas de travail social à faire ☐

PAR ☐

Annexe 2. Liste de contrôle environnemental et social

Pour chaque infrastructure urbaine proposée, remplir la section correspondante de la liste de contrôle ; Le tableau du PGES présente plusieurs mesures d'atténuation; celles-ci peuvent être amendées si nécessaire.

Activités	Questions auxquelles il faut répondre	OUI	NON	Si OUI,
Mise en œuvre de la restructuration et exploitation des microprojets	<p>Il y aurait-il perte de végétation quelconque pendant la construction et l'exploitation?</p> <p>Trouve-t-on des services adéquats pour l'évacuation des déchets prévus pendant la l'exploitation ?</p> <p>Les détritits générés pendant la mise en œuvre et l'exploitation seront-ils nettoyés et éliminés écologiquement ?</p> <p>Les équipements et matériel de sécurité et de secours en cas d'accident seront-ils disponibles pendant la mise en œuvre et l'exploitation ?</p> <p>Existe-t-il des risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles par les activités du micro-projet ?</p> <p>Existe-t-il des zones écologiques sensibles dans les environs de la zone d'exploitation qui pourraient être impactés négativement ?</p> <p>Existe-t-il des risques d'impacts sur la santé des populations riveraines et celle du personnel de mise en œuvre et d'exploitation ?</p> <p>Des impacts visuels pourront-ils être causés par les travaux?</p> <p>Des odeurs pourront-elles provenir du rejet des déchets des activités du projet ?</p> <p>Existe-t-il des établissements humains, ou des sites d'importance culturelle, religieuse, ou historique près du site de projet?</p>			Si Oui, s'inspirer des mesures adéquates d'atténuation décrite dans le paragraphe 7.3

Nota : la liste de contrôle environnemental et social doit aider aussi à mieux apprécier les résultats issus de l'analyse du formulaire de sélection environnementale et sociale défini en Annexe 1 ci-dessus.

Annexe 3 Clauses environnementales et sociales à insérer dans les DAO et les marchés de travaux

a) Dispositions préalables pour l'exécution des travaux

Respect des lois et réglementations nationales :

L'Entrepreneur et ses sous-traitants doivent : connaître, respecter et appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays et relatifs à l'environnement, à l'élimination des déchets solides et liquides, aux normes de rejet et de bruit, aux heures de travail, etc.; prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement ; assumer la responsabilité de toute réclamation liée au non-respect de l'environnement.

Permis et autorisations avant les travaux

Toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux prévus dans le contrat du projet routier : autorisations délivrées par les collectivités locales, les services forestiers (en cas de déboisement, d'élagage, etc.), les services miniers (en cas d'exploitation de carrières et de sites d'emprunt), les services d'hydraulique (en cas d'utilisation de points d'eau publics), de l'inspection du travail, les gestionnaires de réseaux, etc. Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement des chantiers.

Réunion de démarrage des travaux

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur et le Maître d'œuvre, sous la supervision du Maître d'ouvrage, doivent organiser des réunions avec les autorités, les représentants des populations situées dans la zone du projet et les services techniques compétents, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés. Cette réunion permettra aussi au Maître d'ouvrage de recueillir les observations des populations, de les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et sociaux et sur leurs relations avec les ouvriers.

Préparation et libération du site

L'Entrepreneur devra informer les populations concernées avant toute activité de destruction de kiosques, commerces, terrasses, pavés, arbres, etc. requis dans le cadre du projet. La libération des emprises doit se faire selon un calendrier défini en accord avec les populations affectées et le Maître d'ouvrage. Avant l'installation et le début des travaux, l'Entrepreneur doit s'assurer que les indemnités/compensations sont effectivement payées aux ayants droit par le Maître d'ouvrage.

Repérage des réseaux des concessionnaires

Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit instruire une procédure de repérage des réseaux des concessionnaires (eau potable, électricité, téléphone, égout, etc.) sur un plan qui sera formalisé par un Procès-verbal signé par toutes les parties (Entrepreneur, Maître d'œuvre, concessionnaires).

Libération des domaines public et privé

L'Entrepreneur doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux. Les travaux ne peuvent débiter dans les zones concernées par les emprises privées que lorsque celles-ci sont libérées à la suite d'une procédure d'acquisition.

Programme de gestion environnementale et sociale

L'Entrepreneur doit établir et soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre, un programme détaillé de gestion environnementale et sociale du chantier qui comprend : (i) un plan d'occupation du sol indiquant l'emplacement de la base-vie et les différentes zones du chantier selon les composantes du projet, les implantations prévues et une description des aménagements ; (ii) un plan de gestion des déchets du chantier indiquant les types de déchets, le type de collecte envisagé, le lieu de stockage, le mode et le lieu d'élimination ; (iii) le programme d'information et de sensibilisation de la population précisant les cibles, les thèmes et le mode de consultation retenu ; (iv) un plan de gestion des accidents et de préservation de la santé précisant les risques d'accidents majeurs pouvant mettre en péril la sécurité ou la santé du personnel et/ou du public et les mesures de sécurité et/ou de préservation de la santé à appliquer dans le cadre d'un plan d'urgence.

L'Entrepreneur doit également établir et soumettre, à l'approbation du Maître d'œuvre, un plan de protection de l'environnement du site qui inclut l'ensemble des mesures de protection du site : protection des bacs de stockage de carburant, de lubrifiants et de bitume pour contenir les fuites ; séparateurs d'hydrocarbures dans les réseaux de drainage associés aux installations de lavage, d'entretien et de remplissage en carburant des véhicules et des engins, et aux installations d'évacuation des eaux usées des cuisines) ; description des méthodes d'évitement et de réduction des pollutions, des incendies, des accidents de la route ; infrastructures sanitaires et accès des populations en cas d'urgence ; réglementation du chantier concernant la protection de l'environnement et la sécurité ; plan prévisionnel d'aménagement du site en fin de travaux.

Le programme de gestion environnementale et sociale comprendra également: l'organigramme du personnel affecté à la gestion environnementale avec indication du responsable chargé de l'Hygiène/Sécurité/Environnemental du projet ; la description des méthodes de réduction des impacts négatifs ; le plan de gestion et de remise en état des sites d'emprunt et carrières ; le plan d'approvisionnement et de gestion de l'eau et de l'assainissement ; la liste des accords pris avec les propriétaires et les utilisateurs actuels des sites privés.

b) Installations de chantier et préparation

Normes de localisation

L'Entrepreneur doit construire ses installations temporaires du chantier de façon à déranger le moins possible l'environnement, de préférence dans des endroits déjà déboisés ou perturbés lorsque de tels sites existent, ou sur des sites qui seront réutilisés lors d'une phase ultérieure pour d'autres fins. L'Entrepreneur doit strictement interdire d'établir une base vie à l'intérieur d'une aire protégée.

Affichage du règlement intérieur et sensibilisation du personnel

L'Entrepreneur doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations de la base-vie prescrivant spécifiquement : le respect des us et coutumes locales ; la protection contre les IST/VIH/SIDA ; les règles d'hygiène et les mesures de sécurité. L'Entrepreneur doit sensibiliser son personnel notamment sur le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux et sur les risques des IST et du VIH/SIDA.

Emploi de la main d'œuvre locale

L'Entrepreneur est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main-d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. A défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main d'œuvre à l'extérieur de la zone de travail.

Respect des horaires de travail

L'Entrepreneur doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Toute dérogation est soumise à l'approbation du Maître d'œuvre. Dans la mesure du possible, (sauf en cas d'exception accordé par le Maître d'œuvre), l'Entrepreneur doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés.

Protection du personnel de chantier

L'Entrepreneur doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (casques, bottes, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.). L'Entrepreneur doit veiller au port scrupuleux des équipements de protection sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures coercitives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné.

Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement

L'Entrepreneur doit désigner un responsable Hygiène/Sécurité/Environnement qui veillera à ce que les règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement sont rigoureusement suivies par tous et à tous les niveaux d'exécution, tant pour les travailleurs que pour la population et autres personnes en contact avec le chantier. Il doit mettre en place un service médical courant et d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de son personnel. L'Entrepreneur doit interdire l'accès du chantier au public, le protéger par des balises et des panneaux de signalisation, indiquer les différents accès et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents.

Désignation du personnel d'astreinte

L'Entrepreneur doit assurer la garde, la surveillance et le maintien en sécurité de son chantier y compris en dehors des heures de présence sur le site. Pendant toute la durée des travaux, l'Entrepreneur est tenu d'avoir un personnel en astreinte, en dehors des heures de travail, tous les jours sans exception (samedi, dimanche, jours fériés), de jour comme de nuit, pour pallier tout incident et/ou accident susceptible de se produire en relation avec les travaux.

Mesures contre les entraves à la circulation

L'Entrepreneur doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux. L'Entrepreneur veillera à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, sans signalisation adéquate acceptée par le Maître d'œuvre. L'Entrepreneur doit veiller à ce que les déviations provisoires permettent une circulation sans danger.

c) Repli de chantier et réaménagement

Règles générales

A toute libération de site, l'Entrepreneur laisse les lieux propres à leur affectation immédiate. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant leur usage sans qu'il ait formellement fait constater ce bon état. L'Entrepreneur réalisera tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux. Il est tenu de replier tous ses équipements et matériaux et ne peut les abandonner sur le site ou les environs.

Une fois les travaux achevés, l'Entrepreneur doit (i) retirer les bâtiments temporaires, le matériel, les déchets solides et liquides, les matériaux excédentaires, les clôtures etc.; (ii) rectifier les défauts de drainage et régaler toutes les zones excavées; (iii) nettoyer et détruire les fosses de vidange.

S'il est de l'intérêt du Maître d'Ouvrage ou des collectivités locales de récupérer les installations fixes pour une utilisation future, l'Entrepreneur doit les céder sans dédommagements lors du repli.

En cas de défaillance de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux de remise en état, ceux-ci sont effectués par une entreprise du choix du Maître d'Ouvrage, en rapport avec les services concernés et aux frais du défaillant.

Après le repli de tout le matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au procès-verbal de réception des travaux. La non remise en état des lieux doit entraîner le refus de réception des travaux. Dans ce cas, le pourcentage non encore libéré du montant du poste « installation de chantier » sera retenu pour servir à assurer le repli de chantier.

Protection des zones instables

Lors du démantèlement d'ouvrages en milieux instables, l'Entrepreneur doit prendre les précautions suivantes pour ne pas accentuer l'instabilité du sol : (i) éviter toute circulation lourde et toute surcharge dans la zone d'instabilité; (ii) conserver autant que possible le couvert végétal ou reconstituer celui-ci en utilisant des espèces locales appropriées en cas de risques d'érosion.

Carrières et sites d'emprunt

L'Entrepreneur est tenu de disposer des autorisations requises pour l'ouverture et l'exploitation des carrières et sites d'emprunt (temporaires et permanents) en se conformant à la législation nationale en la matière. L'Entrepreneur doit, dans la mesure du possible, utiliser de préférence un site existant. Tous les sites doivent être approuvés par le superviseur des travaux et répondre aux normes environnementales en vigueur. A la fin de l'exploitation d'un site permanent, l'Entrepreneur doit (i) rétablir les écoulements naturels antérieurs par régalinge des matériaux de découverte non utilisés; (ii) supprimer l'aspect délabré du site en répartissant et dissimulant les gros blocs rocheux. A la fin de l'exploitation, un procès-verbal de l'état des lieux est dressé en rapport avec le Maître d'œuvre et les services compétents.

Gestion des produits pétroliers et autres contaminants

L'Entrepreneur doit nettoyer l'aire de travail ou de stockage où il y a eu de la manipulation et/ou de l'utilisation de produits pétroliers et autres contaminants.

Contrôle de l'exécution des clauses environnementales et sociales

Le contrôle du respect et de l'effectivité de la mise en œuvre des clauses environnementales et sociales par l'Entrepreneur est effectué par le Maître d'œuvre, dont l'équipe doit comprendre un expert environnementaliste qui fait partie intégrante de la mission de contrôle des travaux.

Notification

Le Maître d'œuvre notifie par écrit à l'Entrepreneur tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. L'Entrepreneur doit redresser tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par le Maître d'œuvre. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge de l'Entrepreneur.

Sanction

En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par le Maître d'œuvre, peut être un motif de résiliation du contrat. L'Entrepreneur ayant fait l'objet d'une résiliation pour cause de non application des clauses environnementales et sociales s'expose à des sanctions allant jusqu'à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par le Maître d'ouvrage, avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie.

Réception des travaux

Le non-respect des présentes clauses expose l'Entrepreneur au refus de réception provisoire ou définitive des travaux, par la Commission de réception. L'exécution de chaque mesure environnementale et sociale peut faire l'objet d'une réception partielle impliquant les services compétents concernés.

Obligations au titre de la garantie

Les obligations de l'Entrepreneur courent jusqu'à la réception définitive des travaux qui ne sera acquise qu'après complète exécution des travaux d'amélioration de l'environnement prévus au contrat.

d) Clauses Environnementales et Sociales spécifiques

Signalisation des travaux

L'Entrepreneur doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation des chantiers à longue distance (sortie de carrières ou de bases-vie, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur.

Mesures pour les travaux de terrassement

L'Entrepreneur doit limiter au strict minimum le décapage, le déblaiement, le remblayage et le nivellement des aires de travail afin de respecter la topographie naturelle et de prévenir l'érosion. Après le décapage de la couche de sol arable, l'Entrepreneur doit conserver la terre végétale et l'utiliser pour le réaménagement des talus et autres surfaces perturbées. L'Entrepreneur doit déposer les déblais non réutilisés dans des aires d'entreposage s'il est prévu de les utiliser plus tard; sinon il doit les transporter dans des zones de remblais préalablement autorisées.

Mesures de transport et de stockage des matériaux

Lors de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit : (i) limiter la vitesse des véhicules sur le chantier par l'installation de panneaux de signalisation et des porteurs de drapeaux ; (ii) arroser régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées (s'il s'agit de route en terre) ; (iii) prévoir des déviations par des pistes et routes existantes dans la mesure du possible.

Dans les zones d'habitation, l'Entrepreneur doit établir l'horaire et l'itinéraire des véhicules lourds qui doivent circuler à l'extérieur des chantiers de façon à réduire les nuisances (bruit, poussière et congestion de la circulation) et le porter à l'approbation du Maître d'œuvre.

Pour assurer l'ordre dans le trafic et la sécurité sur les routes, le sable, le ciment et les autres matériaux fins doivent être contenus hermétiquement durant le transport afin d'éviter l'envol de poussière et le déversement en cours de transport. Les matériaux contenant des particules fines doivent être recouverts d'une bâche fixée solidement. L'Entrepreneur doit prendre des protections spéciales (filets, bâches) contre les risques de projections, émanations et chutes d'objets.

L'Entrepreneur peut aménager des zones secondaires pour le stationnement des engins qui ne sont pas autorisés à stationner sur la voie publique en dehors des heures de travail et de l'emprise des chantiers. Ces zones peuvent comporter également un espace permettant les travaux de soudure, d'assemblage, de petit usinage, et de petit entretien d'engins. Ces zones ne pourront pas stocker des hydrocarbures.

Tout stockage de quelque nature que ce soit, est formellement interdit dans l'environnement immédiat, en dehors des emprises de chantiers et des zones prédéfinies.

Mesures pour la circulation des engins de chantier

Seuls les matériels strictement indispensables sont tolérés sur le chantier. En dehors des accès, des lieux de passage désignés et des aires de travail, il est interdit de circuler avec des engins de chantier.

L'Entrepreneur doit s'assurer de la limitation de vitesse pour tous ses véhicules circulant sur la voie publique, avec un maximum de 60 km/h en rase campagne et 40 km/h au niveau des agglomérations et à la traversée des villages. Les conducteurs dépassant ces limites doivent faire l'objet de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. La pose de ralentisseurs aux entrées des agglomérations sera préconisée.

Les véhicules de l'Entrepreneur doivent en toute circonstance se conformer aux prescriptions du code de la route en vigueur, notamment en ce qui concerne le poids des véhicules en charge.

L'Entrepreneur devra, en période sèche et en fonction des disponibilités en eau, arroser régulièrement les pistes empruntées par ses engins de transport pour éviter la poussière, plus particulièrement au niveau des zones habitées.

Mesures de transport et de stockages des produits pétroliers et contaminants

L'Entrepreneur doit transporter les produits pétroliers, les lubrifiants et les autres matières dangereuses de façon sécuritaire, dans des contenants étanches sur lesquels le nom du produit est clairement identifié. La livraison doit être effectuée par des camions citernes conformes à la réglementation en vigueur et les conducteurs doivent être sensibilisés sur les dégâts en cas d'accident.

Les opérations de transbordement vers les citernes de stockage doivent être effectuées par un personnel averti. Les citernes de stockage doivent être étanches et posées sur des surfaces protégées disposant d'un système de protection contre des épanchements intempestifs de produit.

L'Entrepreneur doit installer ses entrepôts de combustible, de lubrifiants et de produits pétroliers à une distance d'au moins 200 m des plans et cours d'eau. Les lieux d'entreposage doivent être localisés à l'extérieur de toute zone inondable et d'habitation. Les lieux d'entreposage doivent être bien identifiés pour éviter des collisions entre les véhicules de chantier et les réservoirs de produits pétroliers.

L'Entrepreneur doit protéger les réservoirs de produits pétroliers et les équipements de remplissage par une cuvette pour la rétention du contenu en cas de déversement accidentel. Tous les réservoirs doivent être fermés quand ils ne sont pas utilisés.

L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel (i) quant aux consignes particulières à suivre afin d'éviter tout risque de déversement accidentel lors de la manipulation et de l'utilisation des produits pétroliers et (ii) sur les mesures d'interventions à mettre en place en cas de sinistre afin d'éviter tout déversement accidentel.

Mesures en cas de déversement accidentel de produits pétroliers

L'Entrepreneur doit préparer un plan d'urgence en cas de déversement accidentel de contaminants et le soumettre au Maître d'œuvre avant le début des travaux. Les mesures de lutte et de contrôle contre les déversements de produits contaminants sur le chantier doivent être clairement identifiées et les travailleurs doivent les connaître et pouvoir les mettre en œuvre en cas d'accident. L'Entrepreneur doit mettre en place sur le chantier : (i) du matériel de lutte contre les déversements (absorbants comme la tourbe, pelles, pompes, machinerie, contenants, gants, isolants, etc.); (ii) du matériel de communication (radio émetteur, téléphone, etc.); (iii) matériel de sécurité (signalisation, etc.).

Protection des milieux humides

Il est interdit à l'Entrepreneur d'effectuer des aménagements temporaires (aires d'entreposage et de stationnement, chemins de contournement ou de travail, etc.) dans des milieux humides.

Protection des sites sacrés et des sites archéologiques

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux et ne pas leur porter atteintes. Pour cela, il devra s'assurer au préalable de leur typologie et de leur implantation avant le démarrage des travaux.

Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique sont découverts, l'Entrepreneur doit suivre la procédure suivante : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'œuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction ; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges. Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre.

Mesures d'abattage d'arbres et de déboisement

En cas de déboisement, les arbres abattus doivent être découpés et stockés à des endroits agréés par le Maître d'œuvre. Les populations riveraines doivent être informées de la possibilité qu'elles ont de pouvoir disposer de ce bois à leur convenance. Les arbres abattus ne doivent pas être abandonnés sur place, ni brûlés ni enfouis sous les matériaux de terrassement.

Approvisionnement en eau du chantier

La recherche et l'exploitation des points d'eau sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit s'assurer que les besoins en eau du chantier ne portent pas préjudice aux sources d'eau utilisées par les communautés locales. Il est recommandé à l'Entrepreneur d'utiliser les services publics d'eau potable autant que possible, en cas de disponibilité. En cas d'approvisionnement en eau à partir des eaux

souterraines et de surface, l'Entrepreneur doit adresser une demande d'autorisation au Ministère responsable et respecter la réglementation en vigueur.

L'eau de surface destinée à la consommation humaine (personnel de chantier) doit être désinfectée par chloration ou autre procédé approuvé par les services environnementaux et sanitaires concernés. Si l'eau n'est pas entièrement conforme aux critères de qualité d'une eau potable, l'Entrepreneur doit prendre des mesures alternatives telles que la fourniture d'eau embouteillée ou l'installation de réservoirs d'eau en quantité et en qualité suffisantes. Cette eau doit être conforme au règlement sur les eaux potables. Il est possible d'utiliser l'eau non potable pour les toilettes, douches et lavabos. Dans ces cas de figures, l'Entrepreneur doit aviser les employés et placer bien en vue des affiches avec la mention « EAU NON POTABLE ».

Gestion des déchets liquides

Les bureaux et les logements doivent être pourvus d'installations sanitaires en nombre suffisant (latrines, fosses septiques, lavabos et douches). L'Entrepreneur doit respecter les règlements sanitaires en vigueur. Les installations sanitaires sont établies en accord avec le Maître d'œuvre. Il est interdit à l'Entrepreneur de rejeter les effluents liquides pouvant entraîner des stagnations et inconvénients pour le voisinage, ou des pollutions des eaux de surface ou souterraines. L'Entrepreneur doit mettre en place un système d'assainissement autonome approprié (fosse étanche ou septique, etc.). L'Entrepreneur devra éviter tout déversement ou rejet d'eaux usées, d'eaux de vidange des fosses, de boues, d'hydrocarbures, et de polluants de toute nature, dans les eaux superficielles ou souterraines, dans les égouts, fossés de drainage ou à la mer. Les points de rejet et de vidange seront indiqués à l'Entrepreneur par le Maître d'œuvre.

Gestion des déchets solides

L'Entrepreneur doit déposer les ordures ménagères dans des poubelles étanches et devant être vidées périodiquement. En cas d'évacuation par les camions du chantier, les bennes doivent être étanches de façon à ne pas laisser échapper de déchets. Pour des raisons d'hygiène, et pour ne pas attirer les vecteurs, une collecte quotidienne est recommandée, surtout durant les périodes de chaleur. L'Entrepreneur doit éliminer ou recycler les déchets de manière écologiquement rationnelle. L'Entrepreneur doit acheminer les déchets, si possible, vers les lieux d'élimination existants.

Protection contre la pollution sonore

L'Entrepreneur est tenu de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail. Les seuils à ne pas dépasser sont : 55 à 60 décibels le jour; 40 décibels la nuit.

Prévention contre les IST/VIH/SIDA et maladies liées aux travaux

L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés aux IST/VIH/SIDA. Il doit mettre à la disposition du personnel dans des endroits discrets (coffrets dans les toilettes) des préservatifs contre les IST/VIH-SIDA.

L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur la sécurité et l'hygiène au travail. Il doit veiller à préserver la santé des travailleurs et des populations riveraines, en prenant des mesures appropriées contre d'autres maladies liées aux travaux et à l'environnement dans lequel ils se déroulent : maladies respiratoires dues notamment au volume important de poussière et de gaz émis lors des travaux ; paludisme, gastro-entérites et autres maladies diarrhéiques dues à la forte prolifération de moustiques, aux changements

de climat et à la qualité de l'eau et des aliments consommés ; maladies sévissant de manière endémique la zone.

L'Entrepreneur doit prévoir des mesures de prévention suivantes contre les risques de maladie : (i) instaurer le port de masques, d'uniformes et autres chaussures adaptées ; (ii) installer systématiquement des infirmeries et fournir gratuitement au personnel de chantier les médicaments de base nécessaires aux soins d'urgence.

Par ailleurs, l'entrepreneur est tenu de signer une convention médicale d'urgence avec un établissement sanitaire de référence dans la localité où s'exécutent les travaux afin de permettre une prise en charge rapide et efficace des blessés en cas d'accidents graves.

Voies de contournement et chemins d'accès temporaires

L'utilisation de routes locales doit faire l'objet d'une entente préalable avec les autorités locales. Pour éviter leur dégradation prématurée, l'Entrepreneur doit maintenir les routes locales en bon état durant la construction et les remettre à leur état original à la fin des travaux.

Passerelles piétons et accès riverains

L'Entrepreneur doit constamment assurer l'accès aux propriétés riveraines et assurer la jouissance des entrées charretières et piétonnes, des vitrines d'exposition, par des ponts provisoires ou passerelles munis de garde-corps, placés au-dessus des tranchées ou autres obstacles créés par les travaux.

Services publics et secours

L'Entrepreneur doit impérativement maintenir l'accès des services publics et de secours en tous lieux. Lorsqu'une rue est barrée, l'Entrepreneur doit étudier avec le Maître d'Œuvre les dispositions pour le maintien des accès des véhicules de pompiers et ambulances.

Journal de chantier

L'Entrepreneur doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population. Le journal de chantier est unique pour le chantier et les notes doivent être écrites à l'encre. L'Entrepreneur doit informer le public en général, et les populations riveraines en particulier, de l'existence de ce journal, avec indication du lieu où il peut être consulté.

Entretien des engins et équipements de chantiers

L'Entrepreneur doit respecter les normes d'entretien des engins de chantiers et des véhicules et effectuer le ravitaillement en carburant et lubrifiant dans un lieu désigné à cet effet. Sur le site, une provision de matières absorbantes et d'isolants (coussins, feuilles, boudins et fibre de tourbe,) ainsi que des récipients étanches bien identifiés, destinés à recevoir les résidus pétroliers et les déchets, doivent être présents. L'Entrepreneur doit exécuter, sous surveillance constante, toute manipulation de carburant, d'huile ou d'autres produits contaminants, y compris le transvasement, afin d'éviter le déversement. L'Entrepreneur doit recueillir, traiter ou recycler tous les résidus pétroliers, les huiles usagées et les déchets produits lors des activités d'entretien ou de réparation de la machinerie. Il lui est interdit de les rejeter dans l'environnement ou sur le site du chantier.

L'Entrepreneur doit effectuer les vidanges dans des fûts étanches et conserver les huiles usagées pour les remettre au fournisseur (recyclage) ou aux populations locales pour d'autres usages. Les pièces de rechange usagées doivent être envoyées à la décharge publique.

Les aires de lavage et d'entretien d'engins doivent être bétonnées et pourvues d'un ouvrage de récupération des huiles et graisses, avec une pente orientée de manière à éviter l'écoulement des produits polluants vers les sols non revêtus. Les bétonnières et les équipements servant au transport et à la pose du béton doivent être lavés dans des aires prévues à cet effet.

Lutte contre les poussières

L'Entrepreneur doit choisir l'emplacement des concasseurs et des équipements similaires en fonction du bruit et de la poussière qu'ils produisent. Le port de lunettes et de masques anti-poussières est obligatoire.

Clauses et spécifications s'appliquant aux chantiers

- Assurer un accès correctement aménagé et sécurisé pour limiter les risques sécuritaires des riverains.
- Interdire les coupes de bois dans les zones à risque d'érosion (têtes de source, versant pentus...).
- Assurer la récupération des déchets liquides (huile de vidange, carburant) et solides (emballages, résidus de matériaux de construction, ferraille...) pour leur traitement ou enfouissement à l'issue du chantier.
- Prendre toutes dispositions pour assurer un accueil correct des ouvriers dans la zone des travaux.

Clauses s'appliquant aux périmètres de protection des points d'eau : le périmètre de protection est destiné à éviter la contamination des forages. On distinguera un périmètre rapproché et un périmètre éloigné :

- Le périmètre rapproché est destiné à éviter toute contamination directe des eaux, dans un espace de 100 m autour du point d'eau. Il fera l'objet de mesures de surveillance pour éviter les mauvaises pratiques par la population (lavage de linge, nettoyage de véhicules, déversement d'eaux usées...);
- Le périmètre éloigné concerne les activités interdites ou réglementée dans un espace suffisant autour du point d'eau, fixé à 300 m, notamment les activités humaines polluantes (rejets industriels, etc.);
- Des actions de sensibilisation des Communautés et comités de suivi et gestion des points d'eau seront assurées pour les impliquer dans la surveillance des périmètres et dans l'application éventuelle des mesures d'expulsion, en cas d'infraction.

e) Mesures générales d'exécution - Directives Environnementales

- Procéder au choix judicieux et motivé des sites d'implantation
- Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux
- Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers
- Procéder à la signalisation des travaux
- Employer la main d'œuvre locale en priorité
- Disposer des autorisations nécessaires en conformité avec les lois et règlements en vigueur
- Protéger les propriétés avoisinantes des travaux
- Assurer l'accès des populations riveraines pendant les travaux
- Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux
- Respect strict des dispositions techniques de constructions (normes) édictées par la DGH

f) Exemple Format: Rapport d'Environnement Sécurité et Santé (ESS)

Contrat:

Période de production de rapport:

ESS gestion d'actions/mesures:

Récapituler la gestion d'actions/mesures d'ESS prise pendant la période de production du rapport, y compris la planification et les activités de gestion (des évaluations par exemple de risque et d'impact), la formation d'ESS, la conception spécifique et les mesures prises dans la conduite des travaux, etc...

Incidents d'ESS:

Rendre compte de tous les problèmes rencontrés par rapport aux aspects d'ESS, y compris leurs conséquences (retarde, coûts) et mesures correctives prises. Inclure les rapports d'incidents relatifs.

Conformité d'ESS :

Rendre compte de la conformité aux conditions du contrat ESS, y compris tous les cas de non-conformité.

Changements:

Rendre compte de tous les changements des hypothèses, des conditions, des mesures, des conceptions et des travaux réels par rapport aux aspects d'ESS.

Inquiétudes et observations:

Rendre compte de toutes les observations, inquiétudes soulevées et/ou des décisions pris en ce qui concerne la gestion d'ESS pendant des réunions et les visites de sites.

Signature (Nom, Titre, Date) :

Représentant du Prestataire

g) Exemple Format : Avis D'Incident d'ESS

Fournir dans un délai de 24 heures à l'ingénieur de contrôle

Numéro de référence De Créateurs No :

Date de l'incident:

Temps :

Lieu de l'incident :

Nom de Personne(s) impliquée(s) :

Employeur :

Type d'incident :

Description de l'incident :

Lieu, date, manière, personne, opération en marche au moment de l'incident (seulement factuel).

Action Immédiate :

Mesures immédiates et mesures réparatrices prises pour empêcher la survenue d'un autre incident ou l'escalade.

Signature (Nom, Titre, Date) : Représentant du Prestataire

Annexe 4 Termes de Reference type pour la réalisation d'une EIES

1- Introduction des TDR

Les termes de référence doivent avoir une introduction dans laquelle, le Consultant devra présenter :

- L'objet du projet et le lieu (District et le Département) ou il se déroulera;
- La justification juridique de l'étude d'impact environnemental et social et indiquer le Bureau d'étude ayant en charge la réalisation de celle-ci ;
- Le contexte de réalisation de l'enquête publique, notamment les dates, les populations (villages et ONGs), les autorités (Préfecture, Mairie...) qui ont été enquêtées et leurs préoccupations ;

2- Résumé de l'étude

Il doit présenter, entre autres, la synthèse de la description du projet, des impacts, et du plan de gestion environnementale et sociale.

3- Introduction de l'EIES

- Elle doit présenter les éléments du contexte général de l'étude, qui seront développés dans le rapport. Il s'agit notamment :
 - ✓ de la situation au plan national et départemental du secteur concerné par le projet ;
 - ✓ des grands projets en cours de réalisation dans le Département ;
 - ✓ de l'apport du secteur concerné à l'économie nationale (création d'emploi, PIB, paiement des taxes...) ;
- la justification du projet ;
- les grandes lignes (phases) du projet ;
- l'articulation du rapport de l'EIES.

4- Objectifs et Résultats Attendus

- **Objectif globale.** Faire en sorte que le projet se mette en œuvre conformément à la réglementation en vigueur, afin de préserver l'environnement et la santé humaine.
- **Objectifs spécifiques**
 - décrire état initial de la zone du projet,
 - décrire les activités du projet,
 - identifier et évaluer les impacts du projet;
 - Consulter les autorités locales et les populations ;
 - Élaborer le plan de gestion environnementale et sociale (présenter les mesures d'atténuation) ;
 - Rédiger et faire valider le rapport de l'étude
- ✓ **les résultats attendus.** Ils devront être en harmonie avec les objectifs spécifiques par exemple :
 - l'état initial de la zone du projet a été décrit ;
 - les activités du projet ont été décrites ;
 - les impacts ont été identifiées et évaluées;
 - Les autorités et les populations ont été consultées ;

- Le PGES a été élaboré (les mesures d'atténuation ont été présentées)
- Le rapport d'étude d'impact a été rédigé et validé;

5- Méthodologie de réalisation du rapport et organisation de l'étude.

- la méthodologie ; celle-ci portera sur :
 - la recherche documentaire, tout en indiquant les structures auprès desquelles celle-ci se fera,
 - la collecte des données complémentaires sur le terrain et préciser les méthodes, les techniques et les outils à utiliser.
 - Compilation, traitement et l'analyse des données,
 - identification et évaluation des impacts ;
 - la concertation avec les parties prenantes et indiquer les autorités et les populations qui seront consultées ;
 - l'élaboration d'un plan de gestion environnementale et sociale (présentation des mesures d'atténuation) ;
 - la rédaction du rapport.
- la durée de l'étude ;
- le calendrier de réalisation de l'EIES;
- la composition de l'équipe de consultance.

6- Cadre législatif, réglementaire et institutionnel.

Les termes de référence doivent clairement indiquer que l'étude se réalise conformément au décret 2009-415 du 20 novembre 2009 fixant le champ d'application, le contenu et les procédures de l'étude ou de la notice d'impact environnemental.

- Le consultant devra citer les politiques sectorielles, concernées par le projet :
 - ✓ La politique environnementale et ses stratégies (cf PNAE)
 - ✓ La politique sociétale ;
 - ✓ La politique nationale de santé,
 - ✓ La politique nationale du travail
 - ✓ La politique en matière de développement du secteur concerné (Mines, Hydrocarbures, Énergie...)
 - ✓ La politique d'aménagement du territoire,
 - ✓ Schéma d'aménagement du territoire
- Le consultant devra citer les textes législatifs et réglementaires nationaux et les conventions internationales ratifiées par le Congo, ayant un rapport avec le projet.
- Il devra également rappeler les dispositions pertinentes des textes nationaux et conventions internationales concernées :
- Un volet institutionnel qui prend en compte les institutions publiques (les ministères) concernées ;
- La synthèse des documents normatifs qui seront annexés au rapport d'EIES ;

7- Description du projet

Elle portera sur :

- La carte de localisation ;
- Le plan de masse des infrastructures ;
- Les alternatives du projet ;
- La justification du choix de la variante technologique retenue ;
- La justification du choix de site,
- Le processus technologique et son schéma technologique;
- Les équipements, leurs dates, états d'acquisition (neuf ou à occasion) et de fonctionnement, les périodes de révision, ainsi que les équipements de protection individuelle.
- Présentation du bureau d'étude (son expérience, les références de l'agrément) ;
- Présentation de la société (son expérience dans le domaine d'étude ou dans un autre)

8- Présentation de l'état initial du projet

Le rapport présentera les données biologiques et socio-économiques de la zone du projet à savoir :

- Éléments biophysiques : océanographie, climat, géomorphologie, géologie, faune et flore marines ;
- Éléments socio-économiques : démographie, sociologie, éducation, santé, transport, et toutes les activités économiques.

La description des données physiques devra être sous tendue par des cartes thématiques (climat, végétation, géologie et topographie)

Le rapport d'EIES indiquera, si possible, les éventuelles difficultés ou lacunes et incertitudes sensées être relevées dans la zone du projet.

9- Identification et Analyse des impacts prévisionnels :

Cette analyse se fera suivant les éléments valorisés de l'environnement (sol, air, eau, fore, faune) et les éléments socio- économiques (emploi, éducation, activités socioéconomiques) et en fonction des différentes phases du projet

Cette analyse se fera sur la base d'une matrice qu'on indiquera.

- Les impacts seront caractérisés suivant **l'intensité** (faible, moyenne ou majeure), **l'étendue** (régionale, locale et ponctuelle) et la **durée** (longue, moyenne et courte).

Les taux de pollution seront indiqués en se référant aux normes internationales ;

10- Concertation avec les autorités et populations locales

Cette concertation se fera conformément aux dispositions du décret 2009-415 du 20 novembre 2009 fixant le champ d'application, le contenu et les procédures de l'étude d'impact environnemental, notamment celles de l'audience publique (section I du chapitre II). Indiquer les parties prenantes qui feront l'objet des consultations. Il s'agit :

- des autorités et des populations locales ;
- des structures publiques (directions départementales des ministères concernés) et des ONGs, des leaders d'opinion.

Les procès-verbaux et les comptes rendus de ces consultations dûment signés, par toutes les parties prenantes seront annexés au rapport.

11- Plan de gestion environnementale et sociale (Mesures d'atténuation)

Il comprend les éléments ci- après :

- les mesures d'atténuation. Celles-ci devront être réalistes et en rapport avec les impacts identifiés ;
- un planning d'exécution des mesures d'atténuation ;
- un tableau récapitulatif présentera les sources d'impact, les mesures d'atténuation, et les impacts résiduels ;
 - les plans d'opération interne (plan d'urgence),
 - un Plan de gestion des risques,
 - les coûts environnementaux. Ceux-ci seront indiqués en tenant compte des mesures prises pour atténuer les effets du projet sur l'environnement ;
 - un plan de formation et d'éducation des populations ;
 - un plan de gestion des déchets ;
 - un plan social,
 - un plan sociétal
 - les organes et les procédures de suivi
 - un plan de fermeture et de réhabilitation du site
 - le budget relatif à la mise en œuvre du micro-projet.

12- Conclusion et Recommandations

- Le rapport d'EIES mettra en relief un certain nombre de points saillants à l'attention de l'administration de l'environnement et de l'entreprise.
- Le consultant pourrait attirer l'attention de l'administration et du Promoteur sur la mise en place d'une cellule HSE, la formation des Cadres et Agents.
- En fonction des impacts identifiés et des mesures d'atténuations proposées, le consultant pourra se prononcer sur la mise en œuvre ou non du micro-projet.

Annexe 5 Termes de Références type pour un Système de Gestion Environnemental et Social

<p>Titre du projet: Numéro du projet:</p> <p>Pays: Département:</p> <p>Division: Catégorie du projet:</p>
<p>Résumé</p> <p>Cette section résume, sans recours à des termes techniques, le rapport SGES, notamment l'évaluation sociale et environnementale de l'opération proposée au niveau de l'intermédiaire financier (IF); le programme de gestion; la capacité organisationnelle; la formation; la participation communautaire, le suivi et la communication de l'information.</p>
<p>Introduction</p> <p>L'introduction indique le but du SGES et ses besoins et présente également un aperçu du système déjà en place ou du système que l'intermédiaire financier devra mettre au point. Elle mentionne brièvement le contenu du rapport SGES et le plan d'action proposé pour gérer les impacts et les risques liés au projet</p>
<p>3 Politiques environnementales et sociales et engagement de la Direction de l'intermédiaire financier</p> <p>Cette section du SGES décrit les politiques environnementales et sociales de l'IF qui s'appliquent dans toute l'organisation ainsi que l'engagement de la Direction à cet égard. Les politiques environnementales et sociales de l'IF doivent faire en sorte que les mesures et les actes visant à évaluer les impacts et les risques identifiés ainsi que, le cas échéant, les mesures d'atténuation et de renforcement, soient en place. De plus, ces politiques donnent la préférence à la prévention et à l'évitement des impacts sur la réduction, l'atténuation ou la compensation, dans les cas où cela est techniquement et financièrement faisable. L'IF doit être en mesure de donner la preuve de son engagement à l'égard d'une gestion environnementale et sociale judicieuse à travers ses opérations passées et en cours</p>
<p>4 Description des opérations proposées de l'IF – nature et portée</p> <p>Cette partie présente et résume le projet que propose l'IF. Une description détaillée du type de l'opération est fournie dans cette section, notamment des renseignements précis sur son envergure et sa portée. Une ventilation des composantes et des activités attendues peut être donnée dans cette section. De plus, le SGES doit justifier l'engagement en mentionnant le but de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire. Des graphiques et des cartes, le cas échéant, sont utilisés pour faciliter la compréhension du projet.</p>
<p>5 Risques environnementaux et sociaux potentiels associés aux opérations de l'IF</p> <p>Cette section décrit brièvement les principales conditions physiques, biologiques et humaines (conditions sociales, culturelles et économiques) qui existent dans la zone de l'évaluation. Sur la base des conditions de référence de l'opération proposée, une analyse des impacts bénéfiques et défavorables et des risques du projet est présentée dans cette section. Les impacts environnementaux et sociaux majeurs, y compris les risques liés aux changements climatiques, ainsi que leur ampleur sont résumés dans cette section, et les impacts irréversibles et inévitables sont clairement identifiés. L'analyse porte</p>

sur les impacts et les risques anticipés de la phase de la construction, s'il y a lieu, jusqu'à la phase de mise hors service.

6 Processus proposé de gestion des risques environnementaux et sociaux

Dans le cas où il est impossible d'éviter ou de prévenir les risques et les impacts, des mesures d'atténuation sont prévues pour veiller à la conformité avec les lois et règlements nationaux applicables et pour répondre aux exigences de la politique des sauvegardes de la Banque. Le niveau de préparation détaillée et la complexité de ce programme de gestion vont de pair avec les risques et les impacts du projet. Le processus de gestion comprend:

- **Le tri :** À cette étape, l'IF détermine le niveau du risque environnemental et social du projet. Les critères utilisés à cet égard sont présentés dans cette section. Il s'agit par exemple, entre autres, du type et de l'envergure des sous-projets et de leur emplacement.

- **L'évaluation environnementale et sociale :** L'IF mène une évaluation environnementale et sociale intégrée portant sur les risques et les impacts potentiels de l'opération, notamment les impacts sur la main-d'œuvre, la santé et la sécurité. Le processus d'évaluation est fondé sur les informations à jour, notamment une description précise de l'opération, et sur les données sociales et environnementales de référence appropriées. Les lois et règlements nationaux et internationaux concernant la protection environnementale et sociale dans les pays où se déroulent les activités liées au projet sont pris en compte.

- **La mise en œuvre :** Dans cette section du SGES, l'IF identifie les mesures et les actions d'atténuation spécifiques prévues pour que le projet se conforme aux lois et règlements nationaux applicables et aux politiques de la Banque relatives aux sauvegardes environnementales et sociales. Ainsi, l'IF établit un plan d'action économiquement et techniquement viable en vue de mettre en œuvre les mesures d'atténuation et de renforcement identifiées. Ces mesures et actions reflètent les réalisations des consultations menées sur les risques sociaux et environnements et les impacts défavorables. Le plan prévoit : (i) les actions correctives à entreprendre ; (ii) la hiérarchisation de ces actions ; (iii) un calendrier de mise en œuvre ; (iv) la diffusion de ces actions aux communautés touchées par le projet; et (v) une description du calendrier et du mécanisme de communication à l'extérieur de l'information sur les progrès réalisés par le client dans l'exécution du plan d'action.

- **Le suivi et la supervision:** Dans cette section du SGES, l'IF indique les procédures à surveiller et mesure l'efficacité du programme de gestion. S'agissant des sous-projets englobant des impacts majeurs de plusieurs types, irréversibles ou sans précédent, le client recrute des experts qualifiés et expérimentés pour vérifier ses informations de suivi. La portée du suivi va de pair avec les risques et les impacts du projet et avec les exigences au plan de la conformité. Le suivi est ajusté selon la performance, l'expérience et le feedback. L'IF consigne les résultats du suivi, identifie et reflète les mesures correctives et préventives nécessaires dans le programme de gestion modifié. Il applique ces mesures correctives et préventives et assure leur suivi pour veiller à leur efficacité.

7 Capacité de mise en œuvre du SGES

Cette section présente la capacité de l'IF à exécuter le programme/plan d'action déjà mentionné. Le cas échéant, l'IF examine également le rôle et la capacité de tiers (par exemple les administrations locales et nationales, les entrepreneurs et les fournisseurs) dans la mesure où elles présentent un risque pour le projet, en reconnaissant que la gestion de ces risques et impacts par le client va de pair avec le contrôle et l'influence qu'il a sur les actions des tiers. Cette action aborde:

- **La capacité organisationnelle:** L'IF présente la structure organisationnelle qui définit les rôles, les attributions, la responsabilité et l'autorité par rapport à l'exécution du programme de gestion, ainsi que le plan d'action connexe. Cette section mentionne également le personnel spécifique, notamment les représentants de la direction, avec des responsabilités et une autorité clairement définie. Les responsabilités essentielles en matière de gestion environnementale et sociale sont mentionnées, ainsi que les modes de communication au personnel concerné et au reste de l'organisation.

- **Les ressources:** Cette partie mentionne les ressources financières que la direction de l'IF fournit de façon permanente à l'appui d'une performance efficace et soutenue de ses opérations au plan environnemental et social. (Par exemple, l'IF indique les ressources annuelles réservées à la gestion des questions environnementales et sociales).

- **Le savoir-faire:** Dans cette partie, l'IF présente les ressources humaines affectées à la gestion des questions environnementales et sociales. Le nombre des employés affectés à ces questions au sein de l'IF, leurs compétences et connaissances pertinentes, ainsi que la description de leurs fonctions, sont donnés dans cette section, tout comme la formation reçue par ces experts ainsi que leurs besoins de formation (le cas échéant, compte tenu des impacts attendus du projet proposé).

8 Conclusion

La conclusion résume les principaux impacts environnementaux et sociaux attendus et les mesures d'atténuation et de renforcement qui seront prises pour faire en sorte que le projet se conforme aux exigences de la Banque en matière de gestion environnementale et sociale. Elle mentionne brièvement le programme qui sera établi pour gérer ces impacts et ces risques, ainsi que la capacité de l'IF à mettre en œuvre le SGES.

9 Annexes














Cette section fournit la liste des documents, des références, des politiques, des lois, des règlements et des informations de base consultés. Elle fournit également la liste des personnes à consulter.

Annexe 6 : Listes des présences lors des consultations publiques et photos

MISSION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)












Date : Vendredi le 21/06/2019

Société ATOBA
- La Sonz Préfecture d'Igoué

N	Noms & Prénoms	Structure/Organisation	Contact	Signature
1	Jules NABOUA LASSERRE	PNIS / BAD	+243999314533	
2	M. Fulgence LONGO DIBENGO	CAB. DAEF - ACOOP	+242 06 625 6093	
3	NABOUA Jean-Pierre	DAEF	+242 06 655 634	
4	Rodrigue Ankarla	MAEF / D. e. Product. Agric. ^{usager}	+242.06.980.8901	
5	Emery Fabrice BRINBON	MAEF	+242 06 552 1744	
6	Noraly Floreth NDIJOU ONGANGA	chef de service des études DEP / MAEF	+242 06 940 9983	
7	Tieguhong Julius Chipezi	BAD	+225 89 29 0280	
8	LUYAKU LOKO NSIMPASI	BAD	+225 75 75 3395	
9	AMINATA SOW	BAD / chef mission	+225 72 30 43 68 +225 55 98 33 11	
10	MONOUSSA JEAN ALAIN	ATOBA / superviseur	+242 06 43 66 542	
11	ORÉLA - FRANÇOIS	ATOBA / Resp. Exploitation	06 82 18 168	
12	Ahmed BAKKAT	Sans affect. d'Igoué	05 82 24 024	
13	ALANZI ETIENNE Cyr	Secrétaire Général ministre	05 56 04 076	

MISSION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)

Date :

N	Noms & Prénoms	Structure/Organisation	Contact	Signature
1	Sow Aminata	BAD	+22555985544	
2	Uwe Ntshaba Lesonbo	BAD	+243999314533	
3	Tieguhong Julius C.	BAD	+2258929000	
4	Kim Polo Telesphore	CODIPA	+242066625157	
5	Rodin Anukula	Agriculture / MAEP	+242069808901	
6	BIMBO SENGH Emory Fabre	MAEP	+242065521744	
7	ITOUA Pascal	CODIPA	+242050720079	
8	LUYAKU LOKO NSIMPASI	BAD	+22575753295	
9	NOVINY FLORENCE NGHAGAB	MAEP	+242069409983	
10	NDZARBA Pauline	CODIPA	+24206821114	
11	M. Julien FONGO NSENGUE	CAB - MAEP - ACP	+242060356033	
12	N. DORITA Jeanine	PAJEE	+24206606374	
13				

MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

CABIN

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès

MISSION D'EVALUATION DU PRODIVAC
DANS LES DEPARTEMENTS

Brazzaville
de
Madingou - BOUENZA

Liste de présences

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact & Email	Signature
1.	MAZOUKA MOÏSE	Cocher Apt	Directeur	066103040 nemajukha@gmail.com	af
2.	NGUILA Victor	DD Pêche et Agriculture Bz	Directeur	0695706329 0553423888	Victor
3.	MPIAYA Pierre-Robert	D.D. Elevage	Directeur	068676617 055503869	Pierre-Robert
4.	BAKETA Felicien	SIA B.	Directeur	068125262	Felicien
5.	SOW DOMINATA	DD MISSION PRODIVAC	Chargée de projets	+22555983544	Dominita

6	GANGOU-A Serge	agent technique	MAEP	064760531	
7	BIMBO SENG A Emery F.	Programme Manioc	Cocodmaten	065521744 efbiso@gmail.com	
8	MOUANGOU Jean Fulgence	Conseil Départemental	Président	0555919201	
9	MONJOUA T. GOURA Julien	Préfecture	Préfet	069766540	
10	GROUPEMENT ABBON				
11	PARDI Thérèse	Groupement ABBON	Présidente	060370412 056870261	
12	N'ZULENGO JOSEPH G. ABBON		Treasurer	05035504 06945759	
13	MOUFANOU Pierre	Comité Men Etrée CA de MOUSSEBOU	Président	053063859 069639107	
14	BOUTO TO Casimir	Co de Développement Rural du Ngabalen GARR	Président	064624466	
15					
16	Contemadio Jean Pierre	Direction Générale de la pêche et de l'aquaculture	Ch. de Service de l'Administration Centrale de maintenir	066870653 contemadio@pêche.gouv.gn	
17	LONGO DRENDO M. J.	CAB- DIAEP	Attaché aux Coop et op. prof.	Impulsion 15 Anguésyelle 066256083	

22/6/19

Réunion avec le PAM au PAM

Noms & Prénoms	Structure & Fonction	Email & Tél.
LUYAKU LOKU NSIMPASI	BAD/Economiste Agricul	L.NSIMPASI@AFDB.ORG
AMINATA SOW	BAD/Chef de Mission	A.SOW@AFDB.ORG
Ali Ouattara	PAM/Directeur Adjoint	ali.ouattara@uapf.org
Selange Ongoly Goma	PAM/Chargé Programme	selange.ongoly@uapf.org 068601281
Narco Philipini	PAM/	
Rui Wang	PAM	rui.wang@uapf.org
zhangyi	powerchina	zhangyi.zhangyi.171@uapf.org

MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès

**MISSION D'EVALUATION DU PRODIVAC
DANS LES DEPARTEMENTS**

Projet mini
SARIS CONGO

Liste de présences
=====

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact & Email	Signature
1.	HERBAUDIERE Yannick	SONDIAA (Paris)	1-er Adjoint Dir Rural	HERBAUDIERE@sondiaa.org Tel 336 21 58 56 98	HA
2.	GARDIES Julia	SARIS	Responsable Projet SARIS	06 65 12 37 11 jgardies@saris-sondiaa.com	
3.	kontonadié Jean-Pierre	Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture	Chef de service de l'Agence de Coopération et d'Appui Technique	06 65 72 65 3 kontonadié@goafrica.org	
4.	GANGOU ABIERE Serge	Cabinet MAEP	agent Technique	06 47 60 53 1	Couy
5.	MPIAYA Pierre-Robert	DD E	Directeur	06 86 76 66 17 05 55 03 86 9	

6.	N DARRAT Jannin	PADIC	Consultant	dean@pennia ja@pennia 06553374	Junf
7.	SOW ANINATA	BAD	Expert a private	a.mow@afkwa.org +22555983344	
8.	LUXAKO Loko NSIMPAT	BAD	Consultant	R.numpam@afkwa.org +22575773345	R
9.	LONGO DIBENIR U.Y	CAB-DAEP	Affiliated with et cause of. Fred	+225 96 625 6983 Rafael@afkwa.org	
10.	BIMBOU SENGAT Emery F. Programme Manager		Coordinator	+242 86 952 1744 efbise@ymail.com	
11.					
12.					
13.					
14.	MPIAYA Pierre Roger	DD E	Director	065676617	
15.	OSCAR GENGZALEZ Martinez	TOLONA	D.G.	0555038609 +242 86 984 6738 oscar@tolona.org d.g.m.tolona.org	
16.					
17.					

CABINET

MISSION D'ÉVALUATION DU PRODIVAC
DANS LES DÉPARTEMENTS

=====

Liste de présences

=====

CEDEA/BOUENZA

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact & Email	Signature
1.	LUYAKU LOKO NSIMPASI	BAD	CONSULTANT ECONOMISTE AGRICOLE	L.NSIMPASI@AFDB.ORG	R
2.	AMINATA SOW	BAD	Infrastructures rurales/ Chef de Mission	A. SOW@AFDB.ORG	
3.	IBRAHIM JEANNI	PAFIC	Spécialité formation	dombayemina@ jeanni.fr	Jeanni
4.	LONGO PIERRE	CAB-PAEP	Attaché aux Coopération technique	mphillemas@info.cef +242 06 625 60 93	cef
5.	LONTOMADO JEAN-PIERRE	Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture	Chargé de Mission pour la formation des agents de formation	06 51 06 53 lontomado@pêche ce.gouv.cg	Longo

6	IMBODI SENA Emery Pierre	MAEP / Programme Technique	Coordination	afbr@igmad.com	Signature
7	MOUANDA BRUNO	chef des Travaux	CEMA Bucanga		Signature
8	MAKOUALA-Joseph	Gestionnaire	CEMA - Bouanza		Signature
9	N Glimbi Aloucent				Signature
10	KICKOLO J. Joseph				Signature
11	Barbilla Jean Pierre				Signature
12	N Kombo Ngoma				Signature
13	GANGOU A Serge	CAB MAEP	agent technique	064860531	Signature
14	LONGO DIBENDO H. J	CAB - MAEP	Attache aux Scouts	06 025 6093 impulsième 15 kmgebyalo.p	Signature
15					
16					
17					

MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

CABINET



REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

LISTE DES PARTICIPANTS

Présidence :

Objet :

Lieu :

Heure :

Date :

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Téléphone & Email
1	ELOUABILA Jean Claude	MAEP/CAB	Conseiller agriculture	066676214 / 055400874 elouabila.jc@gmail.com
2	MPANZOU Pierre	MAEP/CAE	DEP	0666667190 / 055667190 pmpandou@yahoo.fr
3	BIMBUI SENGH Thierry	MAEP / DGE Manse	Coordinateur	06552 1744 t.bmbui@gmail.com
4	ANKOULO Rodin	MAEP/DGE/DPA	Directeur	06980 89 01 / 05536 9293 rodinankoulo@gmail.com

5	EDJEST Luyamin Chantre	MAEP/CAS	Coordonnateur Project Création des Agences	06 678 22 97 christianmari_g@gmail.com
6	MASSENGO Rufa	DAPAB/ville	Directeur	066647955 rufablaine@gmail.com
7	Loutemadio Jean-Romain	Direction Générale de la Région d'Agences	Chargé de service de l'habitat Centre de l'habitat	066840653 loutemadio@agences.com
8	OFANNE KOU Bernard	PADEC	Spécialiste des charmes des valeurs	05 538 66 75 ofannekoubernard@gmail.com
9	N DORANT Jean	PADEC	Spécialiste formation	066556371
10	Vince MAFOUTA LASSONROT	BAD	PRMS	v.lassonrot@gmail.com +243999314533
11	Babacan SAMBE	BAD	Expert Consultant en finances inclusives	+225 79205339 b.sambe@afdb.org
12	TIEGUNG Julius Chupezi	BAD	Expert forestier	+225-79290080 j.tiegung@afdb.org
13	LUYAKU LOKO NSINPASI	BAD / CONSULTANT	CONSULTANT	+225-7575 3395 L.NSINPASI@AFDB.ORG
14	ANINATA SOW	BAD	INFRASTRUCTURES RURALES CHIEF DE MISSION	+225 707304269 A.SOW@AFDB.ORG
15	AVA Antoina Severin	DGA/MAEP	DPAA	066378013 severin_ava200@yahoo.fr

MISSION D'ÉVALUATION DU PRODIVAC
DANS LES DÉPARTEMENTS

Liste de présences

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact & Email	Signature
1.	BIBALOKI BOB	DDPA M/Moulo	C/B Agriculture	050601554	<i>[Signature]</i>
2.	BOUNZÉK, Philipe	BPH AGRICULT	DG	05924343	<i>[Signature]</i>
3.	DIATOULOU Félix Bng	Co.Pij. Co	Président	05588.03.79	<i>[Signature]</i>
4.	Sim ESSANI Alphons	Lumière du Mont Plate	Président	056577140 066060231	<i>[Signature]</i>
5.	MAVOUNGOU-Pélo	BPH	TRAVAILLEUR	05/376-53/71	<i>[Signature]</i>

6			
7	BASSIKINDIA JOSEPH BPH	TRAVAILLEUR 05-753-79-74,	
8	KOUVOUAMA WILLY BPH	05-404-88-82 TRAVAILLEUR 05-688-34-88	
9	DELPIA ALIDOU BPH	05-685-17-88	
10			
11			
12			
13			
14			
15	LOEMBE SYLVIE	SCOPS de transformation de produits Agro parboilés et PFNL	06-664-21-80 Joffe
16			
17			

VISITE DES TRANSFORMATICES

24/6/19

Réunion au PNUD

Noms et Prénoms	Fonction / Structure	Tel. et Emails
AMINATA SOW	Infrastructures BAD / Chef de mission	A.SOW@AF08 ^{ci} +225 707 730 4269
LUYAKU LOKO NSIMPASI	BAD / consultant	+225 757 533 95
Babacou SAMBE	BAD / Consultant	+225 798 05 330
Vince NAFOUTA LECOMPT	BAD / P.F.N.S	+243 999 814533
NSONGUI TONADIO Houmè	Economiste / FMI	H.Nsongui.Tonadio@imf.org
ANDY BEMBA	spécialiste Economique	bembaxe@state.gov
Emma ANDA M'Gwen	Représentant Adjoint PNUD	emma.mgwen@unicef.org
Theckel Ekoungoula Junior Bitoumanou	FAO / chargé de Programme FAO / Assistant H&E	Theckel.Ekoungoula@fao.org Junior.Bitoumanou@fao.org
Sébastien Tampin	BN / Equipe Agriculture	SEBASTIEN@WORLD BANK.ORG
Koro OUATTARA	BN / Représentant	Kouattara@worldbank.org
Catherine DUNARCHE	Ambassade de Fr. Coopération Ambassade de France -	Catherine.dunarche@cooperation.fr 05 88 144
Alban ROUHARD	Amb. M'Phele	alban.rouhard@diplomatie.gouv.fr 04 46 60 00 60
Paula MANTOVANI		

24/6/19

Réunion du PNUD







Noms et Prénoms	Fonction / Structure	Tel. et Emails
AMINATA SOW	Infrastructures BAD / Chef de mission	A. SOW @ AF08 +225 70 77 30 42 69
LUYAKU LOKO NSIMPASI	BAD / consultant	+225 75 75 33 95
Babacou SAMBE	BAD / Consultant	+225 79 05 33 30
Vince DAFOUTA LOUMBOU	BAD / PFI	+243 99 98 14 533
NSONGUI TONADIO Honore	Economiste / FMI	HNsonguiTonadio@imf.org
ANDY BEMBA	spécialiste Economique	bembax@state.gov
Emma ANDRIANANJAN	Représentant Adjoint PNUD	emma-andriananjana@undp.org
Theckel Ekoungoulou	FAO / chargé de Programme	Theckel.Ekoungoulou@fao.org
Junior Bitoumanou	FAO / Assistant NdE	Junior.Bitoumanou@fao.org
Sebastien Tamegani	BN / Equipe Agriculture	ETAMEGANI@WORLDBANK.ORG
Koro OUATTARA	BN / Représentant	Kouattara@worldbank.org
Catherine DUDARCHE	Ambassade de Fr. Cro. Eco	Catherine.dumarche@diplomatie.gouv.fr 05 5 88 14 44
Alban RICHARD	Ambassade de France -	alban.richard@diplomatie.gouv.fr
Paola MANTOVANI	Amb. Italie	04 44 60 00 60

MISSION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)

Date : 21-06-2019

Village agricole NABEN

N	Noms & Prénoms	Structure/Organisation	Contact	Signature
1	Tieguhong Fabrice C.	BAD	+225 842 90080	[Signature]
2	NGABEA P. et Blanchard	SGA	066304412	[Signature]
3	Bernadette EBANKA	Com. do Village et COTENIA	068487696	[Signature]
4	AMPHA ARHEL B.	Président du Comité du Village (NVA)	066052903	[Signature]
5	NOUALLY FLORIAN NDIAEONAGAGUE	Ch. de Service des Etudes DEP/ FIEP	055551584	[Signature]
6	LUYAKU LOKO NSIMPASI	BAD/Economie Agricole	069409983	[Signature]
7	AMINATA SOW	BAD/Ch. de mission	L. NSIMPASI @AFDB.ORG +225 75753395	[Signature]
8	Vince MARGAÏA KESSONBO	BAD / Expert financier	A. SOW @ AFDB.ORG +225 55983544	[Signature]
9	Bienvenu MANDILOU	Président CECV	+225 999314533	[Signature]
10	DKONZA KOGAÏE Aïmou	SG. à la maintenance	068807000	[Signature]
11	YLA SANA BOH WICK	Ch. Aff. Sociale	06889.85.05	[Signature]
12	NKODIA HENRI NESTER	Tre. de COTENIA	069020453	[Signature]
13	Ampale Jean Claude	Ch. de l'expression	066090404	[Signature]

15	IKAPI-NKIZI APOLLINIRE	C S A - I G N I P	055621132	
16	Rodin Ankoué	Dleur Product - Animaux Bélier	06-7808101	
17	Emery Fabrice Bimbo	Coordination Progr. Manx	069521744	
18	N'Douya Jeanine	Spécialité formation au PAEE	066555371	
19	Sout Aminata	Chargée de projets BDD	+2255883544	
20	LONGO NBENDO M. Jucius	CAB. PAEP - Acof	+242-066256043	
21				
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				

16	Koutsetsana Edmond Victor	DEA/DAEP	DPA	06 884 0554 05 765 92 85
17	LONGONDENDU M. J. J.	BAB-DAEP-AGAP	Attaché aux coop. et aux Op. Prof.	06 625 60 93 / mbeudamj@ymail. com. myellienne.15longondendu@police.fr
18	MATONGO Celestis	CNT/DAEP	Directeur du CNT	06 699 50 33 matongo@ymail.com
19				
20				
21				
22				
23				
24				




MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès

MISSION D'EVALUATION DU PRODIVAC
DANS LES DEPARTEMENTS

Liste de présences

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact & Email	Signature
1.	NDZABA KONGO Albanne	Sous-Préfecture de LOUVAKOU	Sous-préfète	06 295 280	
2.					
3.		Centre Sanghaï Louvakaou			
4.	KAYA Germain	Coordonnateur	Sanghaï	06 98686 441	
5.	MAMBOUKOU TCHILLOU	Centre Sanghaï	Rep- Piscicole	06 915 9033	

6.	MALONGA Edouard	P. animal	066363361	
7	KAGNI Fortune-Patrick	R.A.F.	066644562	
8.	KOLTANOU M'BA LOU Paul			
9.	MAHOUNDOUKA J. Brune			
10	MADOU MOUSSOUNGA ALA			
11	PONGUI Charles		061603058	
12	PETIBE Sandy			
13	MALATIBA Flore			
14	AWANJOZA ICCHOULA			
15				
16				
17				

MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès

MISSION D'EVALUATION DU PRODIVAC
DANS LES DEPARTEMENTS

Direction Départementale
de la Pêche et de l'Aquaculture
Cotonou. Pointe Noire
Koulikou

Liste de présences
=====

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contact & Email	Signature
1.	GANGOU A. Serge	cabinet MAEP	agent technique	064760531	
2.	Bouzié Philippe	BPH AGRICOLE	DC	069924343	
3.	Wendouadio Jean Pierre	Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture	Chargé de service de l'aquaculture	066820653	
4.	DIATOU Lou Felix Brice	COPISCO	Président	05578.03.79	
5.	Dim ESSAH Alphrasse	Alumini du 1er lycée	Président	066060130 05577246	

6	SOU AMINATA	BRAD	Expert Agri 100	+225 55 98 33 44 a. nwa@updc.org	
7	LONGBENGO Ilene Fullem	CAB DAEP	Attache aux coop et aux org. Pop	+243 06 625 6033 mirele.myl@gnat.com	
8	Contonadi Jean - Pierre	Direction Generale de la pêche et de l'aquaculture	Chef de service de l'aquaculture Coord. et maîtrise	066 87 06 53 batimidiopie@gnat.com	
9	SAMBY Paris Eddy OSCAR	GTC - IIG	Expert Promoteur	06 65 7 18 01 05 57 2 801 p. nwa@updc.org	
10	UKOUA ARMEL GILDA	- - -	ASSISTANT Expert	05 85 53 001 06 60 41 818 n. nwa@updc.org	
11	BAMBYBOKELO GAEL	- - -	Responsable production	05 62 51 47 46 06 55 2 51 01 p. nwa@updc.org	
12	BEDA KERANDJI EDWIGE	- - -	ASSISTANT en gestion de l'aquaculture	06 65 5 23 42 05 61 4 15 01 p. nwa@updc.org	
13	MABOUKA YVON HARB ISRAEL	- - -	ASSISTANT Technique d'aquaculture	05 65 5 55 60 m. nwa@updc.org	
14	INGA EVERLIE MICHELON	- - -	Assistante de Direction	05 70 3 80 80 m. nwa@updc.org	
15					
16					
17					

6 NGASSAKI OMONDEA GENTON

7. Dini - Bani

8.

9. BIBALOK BOB

10

11

12

13

14

15

16

17

la ADPéche pour u

DDPA PN/K

DDPA PN/K

Directeur

C/S Relie M 05 525 19 88

C/S Relie M 06 544 34 38

06625 16 34







16	Kautsatsana Edmond Victor	DGA/DAEP	D PAA	06 8861 0554 05 765 92 85-
17	LONGO DIBENDO M. Julien	BAB-DAEP-ACOP	Attaché aux aop. et aux op. Paf.	06 625 60 93 / m'baudamini@gmail.com myulidume 15 longo@police.fr
18	MATONGO Gilestis	CNTE/DAEP	Directeur du CNTE	06 699 50 13 mangalet@gmail.com
19				
20				
21				
22				
23				
24				



Rencontre avec les techniciens du CNSA Etsouali



Visite au CEMA Etsouali



Civilités avec les autorités sous-préfectorales d'Oyo



Unité de fabrication d'aliment de bétail/Ferme OMINGA



Rencontre avec un groupement des peuples
Autochtones/ village Nsha-district de Ngo



Visite d'étang piscicole



Transformation du manioc/Coopérative Trésor de la terre

Feuilles d'Amarantacée servant d'emballage du manioc



Elevage avicole/Ferme Otho-OMINGA



Champ de manioc de la coopérative Trésor de la terre à Odzib



Rencontre avec les responsables de CODDIPA (Fabricant d'aliment de volaille et poussins d'un jour



Photo de groupe avec les jeunes du Vouveau village agricole de Nkouo



Photo de la séance de travail avec le Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche



Etang piscicole du groupement des jeunes de Madingou (Bouenza)



Présidente du groupement des jeunes de Madingou devant un étang piscicole



Photo Séance de travail avec le staff de la Zone de recherche de Loudima (Loudima, Bouenza)